

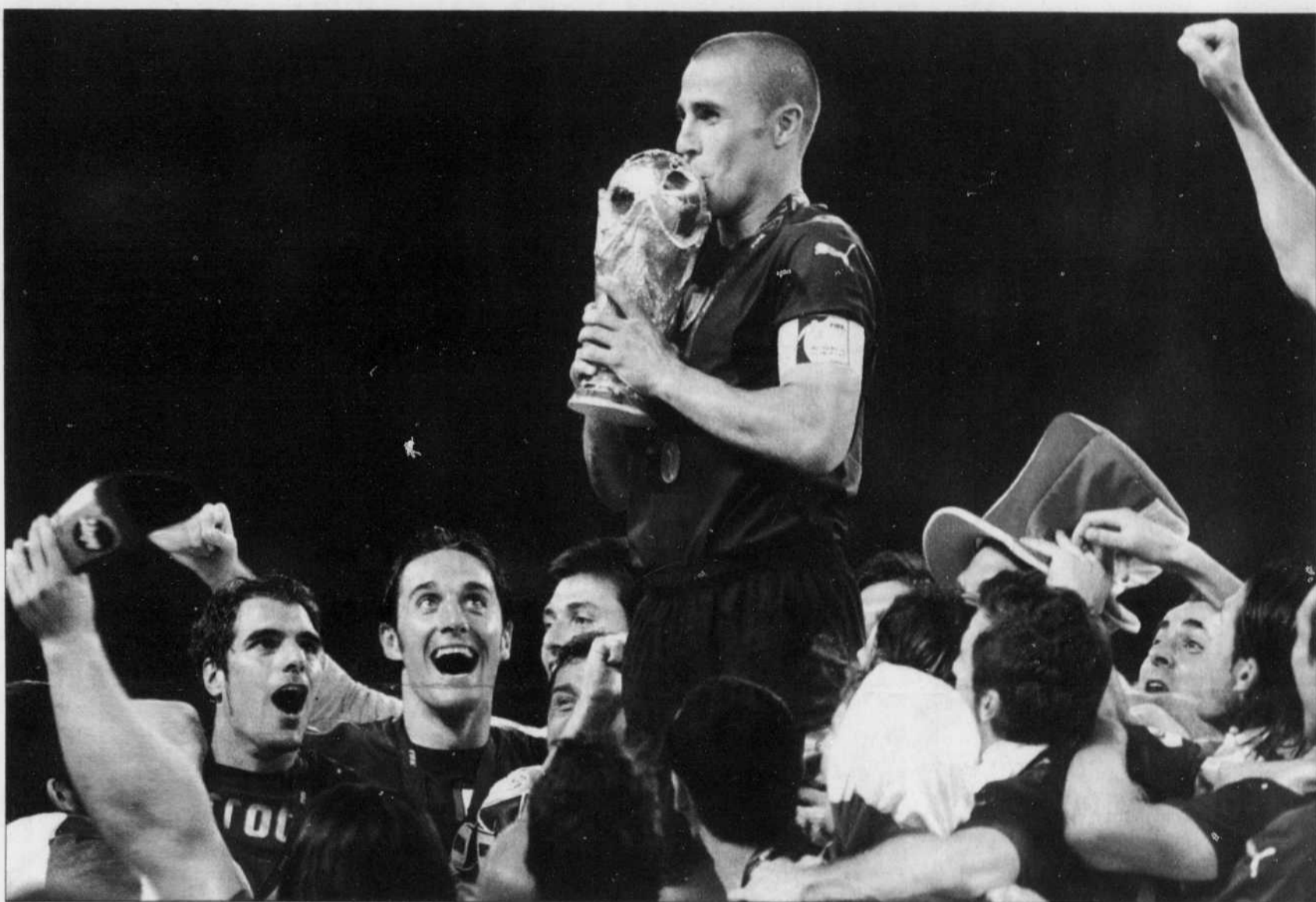
LE DEVOIR

MONDIAL DE SOCCER

L'Italie, cinq sur cinq

■ La Squadra Azzura l'emporte aux tirs au but contre la France

■ Zidane tire sa révérence sur la fausse note d'une expulsion



Porté par ses coéquipiers, Fabio Cannavaro embrasse le trophée de la Coupe du monde après la victoire de l'équipe italienne, hier, sur la France.

Lorsque Marcello Lippi, le sélectionneur de l'Italie, a appris que ses compatriotes s'apprétaient à faire la fête à son équipe lors de son retour au pays quoiqu'il advienne dans la finale de la Coupe du monde, le monsieur n'était pas content. Nous n'avons encore rien gagné, disait-il, et si nous perdons le dernier match, nous n'aurons pas le cœur à rigoler. La rencontre ultime, avait-il ajouté, «c'est un banquet à la table duquel nous nous sommes invités, et on verra qui a le plus faim». Pour le reste, au plan technique, au plan talent, les deux finalistes étaient virtuellement égaux.



Jean Dion

Alors voici, pour figurer une idiote métaphore culinaire: en fait de banquet, l'étape des hors-d'œuvre fut un peu languette, le plat de résistance est allé en bonne part aux Français plus gourmands mais incapables de finir l'assiette, et ce n'est qu'au dessert que, le principal convive ayant été viré de la réception, les Italiens sont enfin parvenus à rassasier l'appétit de championnat qui les rongeaient depuis leur dernière — et lointaine — conquête du titre suprême, il y a 24 bonnes années. *Campioni del mondo*, comme qu'on dit.

L'improbable mission

Au final: Italie 1, France 1 après 120 minutes de jeu, et cinq tirs au but contre trois en faveur de la Squadra Azzurra, qui accomplit l'improbable mission de ramener à la maison le trophée Jules-Rimet au moment même où le football national est emporté dans l'un des plus lourds scandales de l'histoire du sport. Comme en 1982, rappelleront les connaisseurs à la mémoire longue, quand Paolo Rossi, lui-même fraîchement sorti d'une sombre histoire de paris illégaux, s'était levé pour conduire les siens au sommet du monde.

Mais par un concours inimaginable de circonstances, c'est peut-être d'abord une autre histoire, un événement dans l'événement, qui passera à la postérité: un violent coup de tête porté par Zinedine Zidane, jusque-là aussi impérial que d'habitude, au thorax de Marco Materazzi à la suite d'une altercation verbale

VOIR PAGE A 8: ITALIE

Rideau sur le FIJM

Elizabeth Kontomanou, Pat Martino, Paul Simon, Daniel Lanois et Emmylou Harris, Salif Keita, Elvis Costello, Paul Simon, Etta James et Bonnie Raitt... Le Festival international de jazz de Montréal, qui livrait hier soir ses dernières notes, a laissé de bons souvenirs à nos journalistes, qui livrent aujourd'hui un bilan généralement positif de cette 27^e édition.



À lire en page B 8



Dans l'univers bédé de Paul

Tous les lundis de l'été, à compter d'aujourd'hui, *Le Devoir* vous propose de plonger dans l'univers de Paul, personnage sorti de l'imagination du bédéiste québécois Michel Rabagliati, à travers une de ses aventures intitulée *Paul à la campagne* (La Pastèque). Sympathique, affable et débordant de bons sentiments, Paul est devenu depuis son apparition en 1999 une des figures emblématiques du monde de la bande dessinée francophone.

À lire en page B 5

INDEX

| | | | |
|--------------|-----|--------------|-----|
| Annonces | B 6 | Météo | B 2 |
| Avis publics | B 2 | Monde | B 1 |
| Culture | B 8 | Mots croisés | B 2 |
| Décès | B 6 | Politique | A 3 |
| Économie | A 5 | Religions | B 6 |
| Éditorial | A 6 | Sudoku | B 2 |
| Idées | A 7 | Télévision | B 7 |

L'ENTREVUE

Les gaz à effet de serre, une responsabilité collective

Le problème des changements climatiques ne se limite pas à la Chine, selon Cédric Philibert de l'Agence internationale de l'énergie

BRIGITTE SAINT-PIERRE

Le développement économique fulgurant de la Chine fascine, mais inquiète aussi parfois. Il ne manque pas et ne manquera pas d'avoir des répercussions sur l'environnement en général et sur les émissions de gaz à effet de serre en particulier. «La Chine fait évidemment partie du problème, mais le problème ne se réduit pas à la Chine», nuance toutefois Cédric Philibert, administrateur principal à la Division de l'efficacité énergétique et de l'environnement de l'Agence internationale de l'énergie, à Paris.

Selon lui, il existe une tendance dans nos sociétés à désigner la Chine, et éventuellement l'Inde, comme les grands responsables des changements climatiques. Or, M. Philibert fait valoir que l'Europe produit autant d'émissions que la Chine, et les États-Unis, bien plus. Il ajoute que la Chine et ses habitants font certains gestes qui limiteront la croissance des émissions de gaz à effet de serre (GES).

Des émissions «normales»

Cédric Philibert était de passage à Montréal la semaine dernière pour donner des cours dans le cadre des écoles d'été sur la Chine ainsi que sur le droit international de l'environnement du Centre d'études et de recherches internationales de l'Université de Montréal (CERIUM).

VOIR PAGE A 8: CHINE



Devant des besoins grandissants, la Chine n'a pas d'autres choix que de se tourner aussi vers des sources d'énergie douce, comme l'énergie éolienne.

Un PC de plus en plus présent au Québec

Le nombre de membres a doublé en six mois

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — La percée des conservateurs au Québec lors des dernières élections fédérales a eu un effet immédiat sur le terrain, alors que les cartes de membres du parti se vendent bien. En effet, *Le Devoir* a appris que le Parti conservateur (PC) a doublé son membership dans la province depuis six mois, passant de 10 000 membres l'automne dernier à plus de 20 000 actuellement.

Selon nos informations, le parti de Stephen Harper vient également tout juste d'ouvrir son bureau permanent à Montréal, situé dans l'est de la ville, alors que plusieurs comités visés par les conservateurs lors de la prochaine élection se sont fait dire d'être «opérationnels» dès décembre, en raison des risques d'élections.

De plus, *Le Devoir* a appris que l'Association des conservateurs du Québec, qui fait office d'aile provinciale du parti, est devenue inopérante et n'a aucune influence dans la province. Pourtant, cette structure unique au Canada au sein du Parti conservateur avait été réclamée à grands cris par plusieurs militants québécois il y a tout juste un an.

Aux troupes des libéraux

L'élection de dix députés conservateurs au Québec en janvier dernier a passablement changé le visage du PC dans une province. D'une organisation balbutiante qui renfermait moins de 10 000 membres l'automne dernier, le Parti conservateur est aujourd'hui aux troupes du Parti libéral du Canada (PLC) en ce qui concerne le membership.

VOIR PAGE A 8: CONSERVATEURS

• LES ACTUALITÉS •



Klaxons, drapeaux, cris de joie. Dès l'annonce de la victoire de leur équipe en finale du Mondial, les Italiens sont sortis fêter joyeusement et bruyamment, hier, dans les rues de Montréal.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

La Petite-Italie s'embrase

Des milliers de partisans fêtent dans les rues

LISA-MARIE GERVAIS

La Petite-Italie s'est soudainement embrasée vers les 16h45, alors que des cris de joie se sont mêlés aux klaxons et aux bruits stridents des sifflets et des trompettes, assourdissante cacophonie de pure allégresse. Dans un soupir de soulagement, les partisans de la Squadra Azzura, drapeaux et bouquets de ballons tricolores en main, ont littéralement envahi la portion du boulevard Saint-Laurent entre les rues Saint-Zotique et Jean-Talon, le traditionnel cœur de la Piccola Italia. «Enfin! Après toutes ces années, c'est la victoire qu'on attendait», a lancé le

cœur léger le résidant de Saint-Léonard Tino Varanese, qui n'a pas manqué d'attirer les regards avec son déguisement de centurion romain. «J'avais confiance qu'on allait gagner. Ce n'était qu'une question de temps», a-t-il poursuivi en bombant fièrement le torse. Sous une pluie de mousses et de confettis, les supporters de l'équipe italienne ont ainsi défilé dans les rues en liesse sur des airs connus du folklore italien. «Viva Italia!», s'est écriée Fina Mazzei, une résidente du quartier. J'ai été de toutes les fêtes de la Petite-Italie, mais celle-ci est la meilleure parce qu'elle goûte la victoire», a-t-elle ajouté avant de rejoindre sa

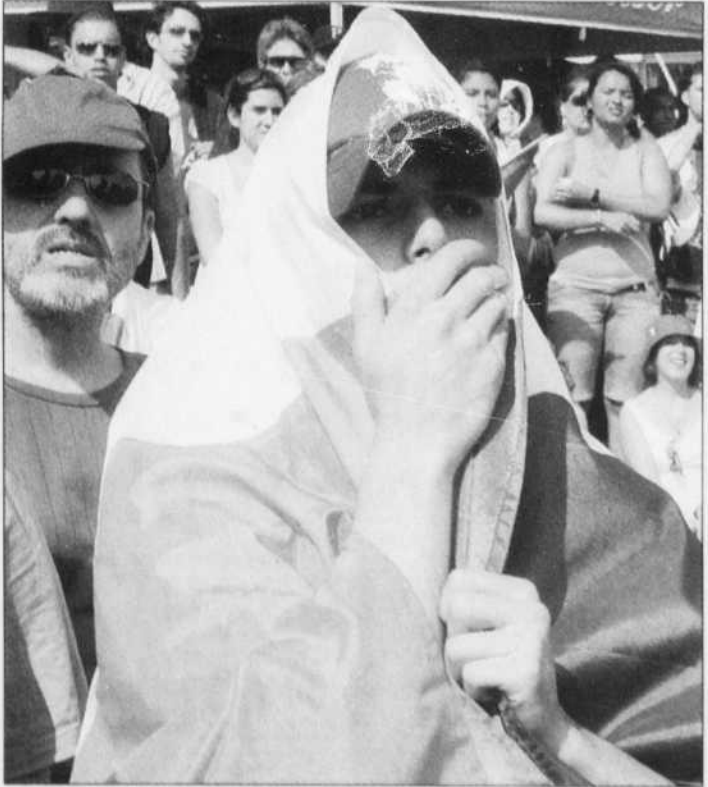
voix à celles des centaines de fans qui entonnaient «We are the champions», complètement grisés par l'émotion. Les cheveux et le visage peints en vert-blanc-rouge, Joey Pontarelli reconnaît néanmoins avoir eu chaud lorsque la France a réussi son premier penalty. «Avec Zidane, la France aurait peut-être eu une chance de l'emporter», a-t-il souligné en faisant allusion à l'expulsion de Zinedine Zidane, grand favori de l'équipe de France.

Rue Sainte-Catherine, dans un Spectrum qui affichait complet, les supporters des Bleus ont arboré des mines déçoutes, mais surtout des moues d'incompréhension après que leur héros eut reçu un carton rouge. Profondément déçus, certains des quelque 1200 fans venus encourager leur équipe dans ce bastion plutôt français l'ont même hué. «Zizou n'aurait pas dû se fâcher, s'est exclamé le jeune Aymane Farissi, d'origine française et marocaine. Sans lui, toute l'équipe est déséquilibrée», a analysé ce fana du foot âgé d'à peine 13 ans. Dans une atmosphère bon enfant et amicale, la tension a subitement monté d'un cran lorsque le premier joueur s'est avancé au filet pour le premier essai de la fusillade qui allait en finir avec cet interminable match. Les signes de croix et les prières de Frank William Thomas n'ont pas suffi pour que la France rentre victorieuse. «Si la France perd, je meurs», a-t-il dit à l'air grave.

Plus tôt, quelques heures avant que la finale ne débute, les amateurs de soccer ont afflué en grand nombre vers le parc Jean-Drapeau, sur le parterre de l'île Notre-Dame où ils avaient été conviés à venir assister au match sur grand écran. Après avoir pris connaissance du très grand nombre de spectateurs — plus de 10 000 selon les responsables du comptage à l'entrée du site —, Mustapha Terki, l'instigateur de l'événement en

partenariat avec la Ville de Montréal, s'est dit «victime de son succès». «Comme c'est la première année qu'on organise ça, on ne savait pas trop à quoi s'attendre en matière d'assistance. Mais c'est sûr que Zizou nous a aidés», a-t-il reconnu sur un ton amusé. L'homme qui est aussi à l'origine des Rencontres internationales cinéma et sport de Montréal, un festival de films qui s'est déroulé sur le thème du soccer cette année, s'est dit très satisfait d'avoir réuni autant de monde de toutes les allégeances. «On voulait créer un grand événement neutre et amical et rassembler toutes les collectivités sur un même site. Il semble que ça a marché.»

Le Devoir



Le bonheur des uns fait le malheur des autres: ce supporter français semblait avoir de la difficulté à croire à la défaite de son équipe, hier, au parc Jean-Drapeau.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Un autre soldat tombe en Afghanistan

Kandahar, Afghanistan — Un soldat canadien a été tué et deux autres ont été blessés hier lors d'affrontements avec des militants talibans dans le sud de l'Afghanistan. Le caporal Anthony Joseph Boneca, 21 ans, un soldat réserviste appartenant au Lake Superior Scottish Regiment basé à Thunder Bay, en Ontario, faisait partie de la mission militaire canadienne en Afghanistan depuis le début de l'hiver dernier. Son unité devait revenir au Canada le mois prochain.

caporal Boneca en cette difficile période et nous croyons fièrement comme nation que son sacrifice n'a pas été en vain, parce qu'il a donné sa vie pour la sécurité des citoyens non seulement du Canada mais de l'Afghanistan», écrit le premier ministre.

Quelques heures à peine après que le caporal Boneca soit tombé au combat, deux autres soldats canadiens ont été blessés dans le même secteur. Les deux ont aussitôt été évacués par hélicoptère vers un hôpital de la coalition à la base de Kandahar. Les autorités militaires ont toutefois confié que leur vie n'était pas en danger. Deux autres soldats canadiens avaient été blessés samedi, dont un grièvement.

La victime faisait partie de la mission canadienne depuis l'hiver

«Il y a eu beaucoup d'engagements et, malheureusement, nous avons perdu le caporal Boneca», a déclaré le brigadier-général David Fraser, le commandant canadien de la brigade multinationale basée à Kandahar. Le caporal Boneca devient le 17^e soldat canadien à perdre la vie en Afghanistan. Selon la famille, Anthony Joseph Boneca faisait partie de la force de réservistes depuis quatre ans. Il a servi auparavant comme garde aux Émirats arabes unis et a fait deux séjours à Kaboul.

Dans un communiqué émis hier, le premier ministre Stephen Harper offre ses condoléances à la famille et aux amis du militaire. «Nos prières vont aux proches du

les violents affrontements avec les insurgés talibans surviennent alors que les soldats canadiens et l'armée nationale afghane poursuivent leur opération de ratissage dans une région parsemée de villages et de champs où poussent souvent pêle-mêle les vignes, la marijuana et d'autres cultures.

Par ailleurs, la base aérienne de la coalition à Kandahar a de nouveau été la cible d'attaques à la roquette hier soir. Les premiers rapports ne faisaient pas état de blessés, mais deux ambulances ont été vues se dirigeant, leurs clignotants allumés, vers l'hôpital de la base.

Presse canadienne

Complot terroriste déjoué à New York

Un dirigeant musulman ne croit pas à la filière canadienne

Montréal — Un dirigeant de la communauté musulmane de Montréal ne croit pas à une véritable implication canadienne dans le présumé complot visant à faire exploser des bombes dans des tunnels de New York.

Malgré les informations voulant que le chef du groupe, Assem Hammoud, ait fait des études à l'université Concordia de Montréal, Salam Elmenyawi ne se souvient pas de l'avoir rencontré ou vu à l'époque lors des prières à la mosquée. «Je ne me souviens pas du tout de lui», a ajouté M. Elmenyawi hier, «j'étais là pendant la même prière et je dirigeais la prière, et je ne me souviens pas du tout de lui.»

formellement jusqu'ici par les autorités. Son nom a été mentionné dans un journal de Beyrouth. Une station de télévision de la capitale libanaise a également affirmé que l'homme avait été recruté par al-Qaïda en 1994 alors qu'il fréquentait une université à Montréal.

Par ailleurs, le Los Angeles Times a affirmé, en citant la télévision libanaise, que Hammoud s'était déjà rendu à New York et au New Jersey à plusieurs reprises avec un passeport canadien pour évaluer des cibles potentielles.

M. Elmenyawi affirme par ailleurs qu'il en a assez de voir les Américains blâmer le Canada pour les activités terroristes au sud de la frontière. «Les États-Unis s'en prennent injustement au Canada en affirmant que notre pays est une source de terroristes.»

Mais ni M. Hammoud ni sa famille ne possèdent de passeport canadien, a déclaré une source proche de l'enquête à la Presse canadienne, ce qui veut dire que si un tel passeport a effectivement existé, il était faux.

«Il n'est pas canadien, il ne peut donc pas avoir de passeport canadien», a ajouté la source sous le couvert de l'anonymat.

Selon les autorités américaines, les huit présumés terroristes reliés à al-Qaïda, dont un qui possédait un passeport canadien, envisageaient d'attaquer des tunnels qui relient New York au New Jersey sous le fleuve Hudson en octobre ou novembre prochain.

La famille d'Hammoud se moque pour sa part des prétentions américaines voulant qu'il soit relié au groupe extrémiste al-Qaïda, ou qu'il ait fait partie d'un complot visant à attaquer des tunnels de New York.

Toutefois, le plan, qui n'existait encore que sur Internet et dans les ordinateurs des présumés complices, n'a jamais progressé au-delà des vœux des participants.

Samedi, le premier ministre Stephen Harper, en visite à Calgary à l'occasion du Stampede, n'avait pas grand-chose à dire sur cette affaire. «Nous allons collaborer avec les États-Unis et rassembler toutes nos informations», s'est-il borné à dire.

Quant à Hammoud, 31 ans, qui est actuellement emprisonné au Liban, il n'a pas encore été identifié

Presse canadienne

VACANCES FAMILIALES TOUT-COMPRIS!

| | | |
|--|--|---|
| CUBA VARADERO PLAYA CALETA HOTEL 849\$ 3,5* ENFANTS 699\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS Départs les 24 et 31 juil | RÉPUBLIQUE DOMINICAINE PUERTO PLATA FUN ROYALE 849\$ 3,5* ENFANTS 599\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS Départs les 24 et 31 juil | LA ROMANA SANTANA BEACH RESORT 849\$ 4* ENFANTS 499\$ 1 SEMAINE, TOUT-COMPRIS Départs les 24 et 31 juil |
|--|--|---|



GoTravelDirect.com (514) 849.3344 • 1.866.749.3344

Contribution au fonds d'indemnisation de 3.50 \$ par tranche de mille dollars en supplément. Plus de vacances familiales disponibles à gotraveldirect.com

237 688 \$ pour la Fondation Père Lindsay



La soirée-bénéfice de la Fondation Père Lindsay, au profit du Camp musical de Lanaudière, a remporté un vif succès le 15 juin dernier avec des recettes et des commandites qui ont atteint la somme record de 237 688 \$.

Animé par le comédien Vincent Bolduc, cet événement a réuni, à l'hôtel Intercontinental de Montréal, plus de 170 personnalités du milieu des affaires et artistique. La Fondation remercie les membres de son conseil d'administration qui, par leur travail et leur générosité, ont rendu possible cet événement et souligne l'apport des commanditaires et tout particulièrement Air Transat, Banque Nationale du Canada, M. François Boucher, Le Rouet Métiers d'Arts, M. Paul Dupont-Hébert et Zone 3, M. Claude Lanthier, M. Pierre Mantha, Piscines Trévi.

Sur la photo apparaissent, entre autres, le Père Fernand Lindsay, directeur du Camp musical de Lanaudière, M. Pierre Mantha, président de la Fondation Père Lindsay, M. Vincent Bolduc, comédien et animateur de la soirée, M. et Mme Maurice Fréchette, de Power Corporation, M. et Mme Clément Hudon, de Piscines Trévi, ainsi que M. Jean-Marc Léveillé, président de Dotemtex.

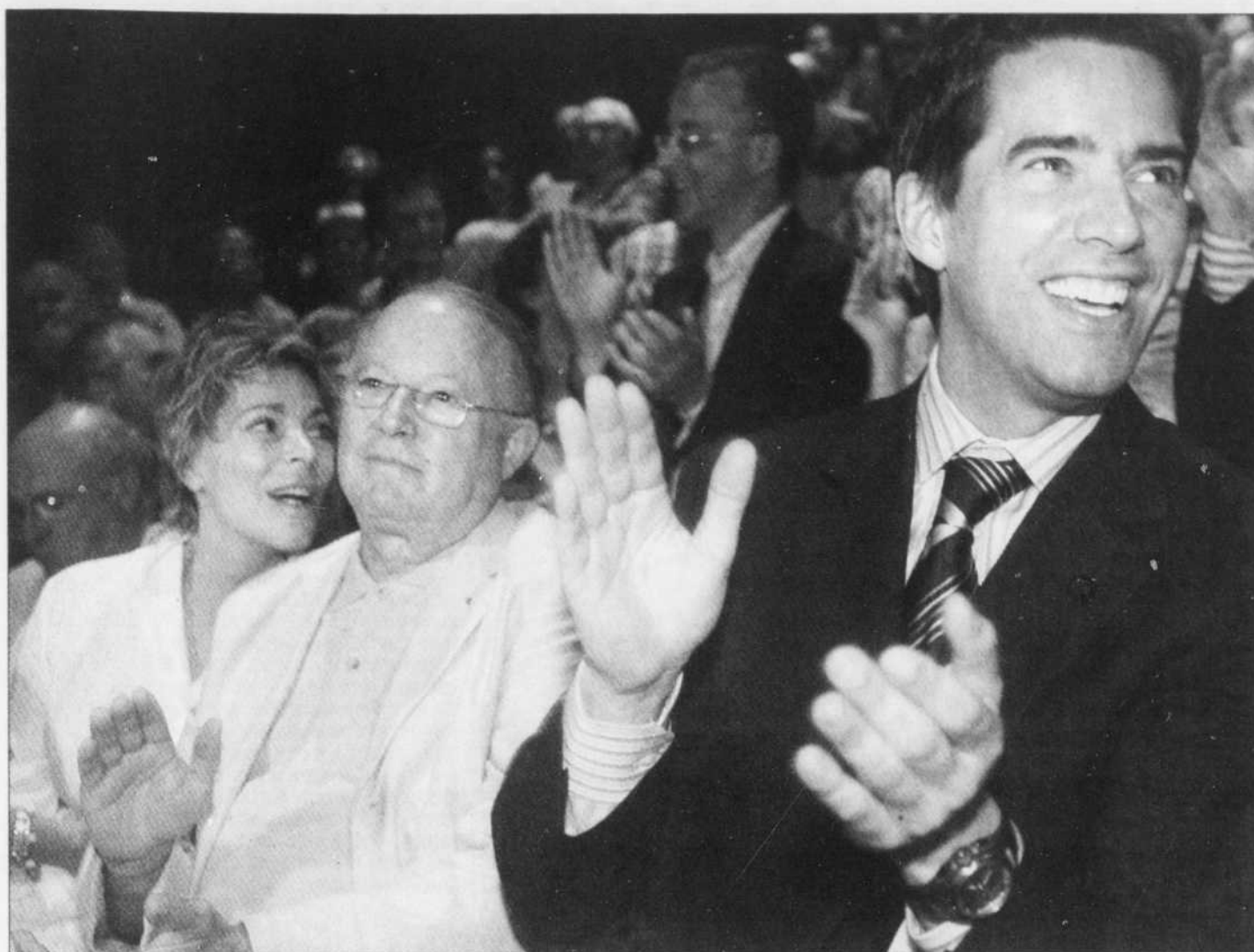
Trois morts dans un accident d'avion

Montréal — Trois personnes, dont deux touristes vraisemblablement français, ont perdu la vie dans l'accident d'un petit hydravion qui s'est écrasé en bordure d'un lac situé à 300 km au nord-est de Montréal, ont indiqué hier les autorités. L'hydravion s'est écrasé puis a explosé samedi peu avant midi (16h GMT), quelques instants après son décollage sur un lac situé dans la région forestière de La Tuque, ont indiqué les autorités. «Nous confirmons le décès des trois occupants de l'aéronef, soit le pilote et les deux passagers», a déclaré hier un porte-parole de la Sûreté du Québec. Ronald Mc Innis, en ajoutant que les corps étaient calcinés et que l'identification des victimes prendrait un certain temps. Une enquête a été ouverte par la Sûreté du Québec et le Bureau canadien de la sécurité des transports. — AFP

Discovery est apte à rentrer

Houston — Des responsables de la NASA ont déclaré intacte hier la protection thermique de la navette Discovery, ce qui la rend apte à un retour sur Terre prévu le 17 juillet. «Le système de protection thermique (TPS) est 100 % apte pour une rentrée» dans l'atmosphère, a indiqué un responsable du centre de contrôle de la mission à Houston (Texas, sud-ouest) dans une communication avec l'équipage de Discovery retransmise en direct par la chaîne de télévision de la NASA. D'après les analyses thermiques et aérodynamiques, «il n'y a pas de contrainte à une rentrée» de la navette dans l'atmosphère. Les ingénieurs de la NASA ont travaillé toute la nuit pour effectuer les derniers tests thermiques et aérodynamiques sur les deux derniers points douteux montrés par les photos et films du bouclier thermique. — AFP

POLITIQUE



Chantal Renaud et Bernard Landry ont assisté hier à l'assemblée d'investiture d'André Boisclair, à Pointe-aux-Trembles.

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Boisclair et Landry célèbrent ensemble les propos de Charest

ALEXANDRE SHIELDS

Les propos tenus vendredi par Jean Charest à l'effet que «le Québec possède les moyens» de réaliser la souveraineté ont décidément plu aux militants péquistes. Réunis hier pour confirmer la candidature de leur chef André Boisclair en vue de l'élection partielle de Pointe-aux-Trembles, des centaines d'entre eux scandaient d'ailleurs «on a les moyens» tout au long de l'assemblée.

Le message a été relayé à la fois par le chef péquiste et par l'ancien premier ministre Bernard Landry. «René Lévesque a dit 100 000 fois "on est capable, on est capable". Si, 35 ans plus tard, Jean Charest a fini par le comprendre, tout le monde va finir par comprendre», a-t-il lancé.

L'ancien chef péquiste s'en est également pris à l'argument de Jean Charest selon lequel la souveraineté ait été rendue caduque en raison de la mondialisation. «La nation, dans le contexte de la mondialisation, est le contrepoids nécessaire pour répondre aux dangers culturels, sociaux et environnementaux», a-t-il lancé. M. Landry a aussi soutenu que l'idée de devenir une nation à part entière donnerait au Québec les moyens de contrer «la domination des grandes corporations».

M. Boisclair est lui aussi revenu sur les déclarations récentes de Jean Charest. Il a surtout insisté pour dire que la souveraineté du

Québec n'entraînerait pas de perturbations économiques importantes, contrairement à ce que fait valoir le camp fédéraliste. «Ce n'est pas dans l'intérêt de quiconque qu'il y ait des perturbations, a-t-il dit. Tout comme ce ne serait pas dans l'intérêt du Canada ou des États-Unis que le Québec soit exclu de l'Accord de libre-échange nord-américain. Je n'ai jamais entendu personne dire qu'il souhaitait que le Québec soit exclu de l'ALENA».

Quoique les arguments économiques aient leur importance dans le débat, «l'indépendance nationale, ce n'est pas une question comptable ni de produit national brut, c'est une question d'identité nationale, de fierté, de solidarité», a affirmé M. Landry. «Tout ça est évidemment plus facile à faire quand on a les moyens, puis en plus on a les moyens!»

Le chef péquiste, qui devra faire face à un candidat du parti Québec solidaire lors de l'élection partielle, a insisté sur le caractère «progressiste» de sa formation. «A quoi bon faire du développement économique à courte vue si, à moyen terme, notre santé en souffre», a lancé M. Boisclair. Bernard Landry a lui aussi abordé le thème, invitant les militants à sortir du débat entre la

gauche et la droite. «La souveraineté, ce n'est ni à gauche ni à droite, c'est en avant», a-t-il dit, reprenant les mots de l'un des fondateurs du Parti québécois, Marcel Léger. «Et le Parti québécois, c'est un parti progressiste, de gauche, qui a fait plus de réalisations progressistes que la plupart des partis de gauche dans le monde», a-t-il ajouté.

Si l'option souverainiste n'est pas à son meilleur en ce moment, M. Landry a préféré parler de «variations saisonnières», ajoutant qu'il ne s'inquiétait pas de la montée des conservateurs au Québec. Selon lui, les Québécois vont vite déchanter en voyant les actions des troupes du premier ministre canadien Stephen Harper.

Bernard Landry a aussi invité le Parti québécois à une plus grande vigilance dans la gestion de son financement, dans la foulée des conclusions du rapport Moisan.

«Dès le retour au pouvoir, je crois que le parti doit resserrer un peu (ses règles de financement), garder ses principes et rester exemplaire», a-t-il soutenu. «Il faut resserrer la loi [sur le financement des partis] et quand le parti sera au pouvoir il le fera», a par la suite répété l'ancien chef en entrevue. Le rapport Moisan avait conclu que le PQ a

contourné les règles de financement des partis politiques pour recueillir un peu moins de 100 000 \$ provenant de l'entreprise Groupaction, étroitement liée au scandale des commandites. Une somme qui devrait être rendue.

Parti uni

Après avoir été éprouvé par la volonté de «renouveler les effectifs» exprimée par M. Boisclair, un message qui n'avait pas été bien reçu par les militants de longue date, le Parti québécois a voulu montrer le visage d'un parti uni hier. M. Landry a parlé d'une «alliance intergénérationnelle», alors que M. Boisclair a rappelé à plusieurs reprises l'héritage immense légué par les générations précédentes. Un héritage qui impose selon lui à la jeunesse d'aller plus loin, de s'ouvrir au monde en réalisant la souveraineté du Québec. En dix-neuf députés du Parti québécois étaient également présents, dont Louise Harel, François Legault, Richard Legendre et Daniel Turp.

En vue de l'élection dans la circonscription de Pointe-aux-Trembles, qui aura lieu le 14 août, le chef péquiste a déjà promis, s'il est élu, de redonner l'accès aux berges du fleuve Saint-Laurent aux résidents de sa circonscription.

Le Devoir

Élections partielles le 14 août

Un scrutin au beau milieu des vacances

KATHLEEN LÉVESQUE

Le gouvernement Charest donnera aujourd'hui le coup d'envoi aux élections partielles dans les circonscriptions de Pointe-aux-Trembles et Taillon alors que les Québécois auront la tête remplie de projets de vacances.

Ce scrutin, qui se déroulera le 14 août, constitue surtout un défi pour le Parti québécois, et en particulier pour le chef, André Boisclair, qui brigue les suffrages dans Pointe-aux-Trembles. M. Boisclair fera face à un électoral sinon absent, du moins plus intéressé, peut-on croire, par la concentration de chlore de sa piscine que par la politique.

Ce ne sont pas les premières élections partielles à se dérouler en plein été. Depuis 30 ans, les électeurs ont été appelés aux urnes à trois reprises pour un scrutin en juillet ou en août (1978, 1991 et 1993). À l'été 1994, quatre élections partielles avaient été déclenchées puis annulées puisqu'un scrutin général avait été décrété pour le 12 septembre.

Contrairement à ce que l'on pourrait croire, le taux de participation à ces élections partielles d'été avait atteint le niveau moyen de 60 %. C'est presque le double du pourcentage de participation (31,47 %) à l'élection partielle de Sainte-Marie-Saint-Jacques le 10 avril dernier.

Libéraux et adéquistes ne présentent pas de candidat contre M. Boisclair dans Pointe-aux-Trembles afin qu'il accède sans encombre à l'arène parlementaire. Seuls les deux partis de gauche, Québec solidaire et le Parti vert, profiteront de l'occasion pour faire mousser leur vision politique. QS tiendra demain une assemblée d'investiture pour déterminer le candidat. Pour le PV, c'est Xavier Daxhelet qui défendra les couleurs.

Bastion péquiste

La circonscription de Pointe-aux-Trembles, située à l'extrême est de l'île de Montréal, est constituée d'un électoral très majoritairement de langue française (93 %). Elle apparaît comme un bastion péquiste. Lors de la dernière élection générale de 2003, la députée péquiste Nicole Léger y avait obtenu 50 % des voix.

Taillon est également dans le giron péquiste depuis longtemps. Lorsque le Parti québécois accéda au pouvoir en 1976, René Lévesque représentait cette circonscription de la Montérégie à l'Assemblée nationale. En 2003, le PQ y a recueilli

46 % des voix. Le déclenchement de l'élection partielle fait suite au départ de la vie politique de Pauline Marois, qui a tenté de devenir chef du PQ l'automne dernier.

C'est l'ancienne vice-présidente du PQ, Marie Malavoy, qui y briguera les suffrages. L'arrivée de Mme Malavoy, la candidate de l'establishment, a créé quelques secousses alors qu'une militante de longue date, Dominique Olivier, souhaitait y devenir candidate.

Du côté du PLQ, on entend beaucoup parler sur le parachutage de Mme Malavoy, qui vient de Sherbrooke, pour faire mousser la candidature de Véronique Mercier, laquelle serait, dit-on en coulisses, en service commandé. Mme Mercier habite la circonscription avec sa jeune famille et possède une feuille de route politique intéressante (elle a travaillé jusqu'à récemment au cabinet de la présidente du Conseil du trésor

ainsi qu'auprès du premier ministre du Nouveau-Brunswick, Bernard Lord).

L'ADQ présente Karine Simard. À l'autre bout du spectre politique, on retrouve Manon Blanchard, qui se présentera sous la bannière de Québec solidaire, et Yvon Rudolphe pour le Parti vert.

Outre certains enjeux qui pourraient faire surface au cours des semaines de campagne, le chef péquiste risque d'être le principal point de mire. Son adversaire du PV entend lui donner du fil à retordre sur les questions d'environnement en présentant le «dossier noir» de M. Boisclair alors qu'il était ministre de l'Environnement.

En outre, André Boisclair risque d'être interpellé sur le rapport Moisan. Ce dernier a récemment conclu que le PQ a contourné les règles de financement des partis politiques pour obtenir près de 100 000 \$ de la part de la désormais célèbre firme Groupaction, associée au scandale des commandites, entre 1995 et 2000. Bien qu'il ait annoncé le remboursement de ces sommes, M. Boisclair a nié qu'il y ait quelque problème que ce soit dans ses rangs.

Or le Parti libéral, qui a été talonné par le PQ sur les questions de financement reliées aux acteurs du scandale des commandites, lui rendra la monnaie de sa pièce. Depuis trois semaines, le ministre responsable de la Réforme des institutions démocratiques, Benoît Pelletier, dénonce «le silence et l'inaction» de M. Boisclair dans ce délicat dossier.

Le Devoir

En voyage à Paris

Jean Charest vante les vertus de l'intégration des immigrés

Paris — Au Québec, «on pense que c'est normal et c'est même responsable pour un pays de s'assurer que l'on puisse recevoir les gens et les intégrer dans la société», a jugé hier le premier ministre québécois Jean Charest, interrogé sur la question de l'immigration et les polémiques en France sur la loi Sarkozy II.

Lors du Grand rendez-vous Europe 1-TV Monde-Le Parisien/Aujourd'hui en France, M. Charest a expliqué sa vision de la politique d'immigration en citant en exemple celle appliquée au Canada.

Il a ainsi estimé qu'il fallait «assumer (ses) responsabilités» et intégrer «les réfugiés», même si c'est un «pourcentage» d'immigrés que «l'on ne choisit pas». Il faut «mesurer» toute «la capacité, le potentiel de succès de celui que l'on reçoit».

Le premier ministre du Québec a préconisé le «système de points» qui permet de vérifier «les efforts très importants sur le territoire». «Si vous parlez français, ça fait des points de plus. Si votre capacité d'apprendre la langue est évidente, ça fait des points de plus».

«Pourquoi on l'a fait? Parce que c'est important pour une société de pouvoir intégrer celui qu'il accueille. Nous avons une responsabilité en

vers les gens» que nous accueillons, a-t-il poursuivi. «Lorsque vous accueillez un étranger dans votre maison, vous ne l'abandonnez pas à la porte, vous le recevez, vous préparez sa venue et c'est exactement ce que nous faisons», a estimé le chef du gouvernement québécois.

Interrogé sur le débat sur l'immigration en France, Jean Charest a précisé qu'il ne voulait pas «entrer dans le débat français». «Nous, on recrute des étudiants français au Québec et on veut en avoir un grand nombre, on espère les retenir. On a une population vieillissante et le taux de fécondité est plus bas au Québec que chez nous». Il a ajouté que «votre débat nous a étonnés». «Chaque année, chez nous, on veut avoir 45 000 à 50 000 (immigrés) et après cela, il faut les retenir».

Même si Jean Charest n'a pas souhaité s'exprimer sur la politique d'immigration française, il a affirmé que la France représente pour lui «ses racines», «son histoire». Il a constaté qu'à la différence des relations entre le Québec et les États-Unis, celles avec la France sont «des relations les plus complètes que nous avons avec l'extérieur [...]».

Associated Press

Louis HÉMON
RÉCITS SPORTIFS
Édition préparée, présentée et annotée par Aurélien Boivin
416 pages - 13,50 \$
GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481
En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2006-07-08

| | | | | |
|------------------------------|--------------------|----------------------------------|---------------------|---------|
| 649 | 11 14 29 | 07 | 08 19 23 | 31 |
| | 33 42 44 | exempl. | 30 32 47 | exempl. |
| GAGNANTS | LOTS | GAGNANTS | LOTS | |
| 5/6 | 1 21 528 139,00 \$ | 6/6 | 0 1 000 000,00 \$ | |
| 5/6+ | 8 71 355,00 \$ | 5/6+ | 1 50 000,00 \$ | |
| 5/6 | 232 2 032,60 \$ | 5/6 | 19 500,00 \$ | |
| 4/6 | 12 613 70,90 \$ | 4/6 | 1 163 50,00 \$ | |
| 3/6 | 241 522 10,00 \$ | 3/6 | 21 688 5,00 \$ | |
| 2/6+ | 216 119 5,00 \$ | Ventes totales: | 623 334,50 \$ | |
| Ventes totales: | 28 560 568 \$ | Extra | 1535707 500 000 \$* | |
| Prochain gros lot (approx.): | 4 000 000 \$ | *décomposable dans les deux sens | | |

LOTO QUÉBEC Résultats des tirages du: 2006-07-07

| | | | |
|----------------------------------|---------------------------------|------------------------------|--------------------------------|
| 08 09 20 | 41 | GAGNANTS | LOTS |
| 27 32 40 46 | exempl. | 7/7 | 0 5 000 000,00 \$ |
| Extra | 9247805 | 6/7+ | 2 75 377,60 \$ |
| 500 000 \$* | | 6/7 | 75 2 010,00 \$ |
| *décomposable dans les deux sens | | 5/7 | 4 754 107,80 \$ |
| Extra | NOUVEAU! GROS LOT DE 500 000 \$ | 4/7 | 101 606 10,00 \$ |
| | | 3/7+ | 93 192 10,00 \$ |
| | | 3/7 | 857 967 Participation gratuite |
| | | Prochain gros lot (approx.): | 10 000 000 \$ |
| | | Ventes totales: | 12 745 008 \$ |

En cas de départ après cette date et si le site officiel de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

ROLEX
OYSTER PERPETUAL LADY-DATEJUST
ACIER ET OR JAUNE

Bijouterie Gambard
Vente et service technique
830 A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE MONTRÉAL (514) 866-3876

• LES ACTUALITÉS •

Les «émirats» de Bagdad

Des seigneurs de guerre, violents et puritains, taillent des fiefs islamistes dans la capitale et imposent une «talibanisation» rampante à des millions d'habitants terrorisés

PATRICE CLAUDE

L'histoire est récente, peut-être apocryphe. Mais les occasions de sourire sont si rares dans la barbarie ambiante qu'elle a fait le tour de l'Irak. Ce sont trois jeunes barbus, armés jusqu'aux dents, qui patrouillent à Daoudi, dans l'ouest de Bagdad. Dans ces quartiers sunnites, chacun ici le sait, personne, ni la police ni l'armée et moins encore les Américains, qui ne circulent plus qu'en convoi blindé, de jour uniquement et sur les artères principales, n'assure plus la sécurité publique. Une descente en force de-ci de-là, quelques raids brefs, rapides, ciblés, et les hommes en uniforme repartent généralement comme ils sont venus. Parfois avec des prisonniers en soute, souvent avec des morts et des blessés. «A la nuit tombée, confirme un résident, vous pouvez être gravement malade, votre appartement en feu ou attaqué par une bande de pillards, il est inutile d'appeler les pompiers ou les forces de l'ordre, personne ne viendra. Trop dangereux.»

Ce jour-là, nos trois Ben Laden au petit pied circulent donc entre les étals d'un marché de Daoudi. Keffieh à damiers enroulés autour du crâne, doigt sur la détente de leur kalachnikov, talkie-walkie au poing, les mouqanaayins, ces «hommes masqués», déambulent fièrement, observant tout un chacun d'un œil soupçonneux. Sur leur passage, les badauds s'écartent silencieusement. Pour certains, ces hommes sont des moudjahidines auxquels ils manifestent de la sympathie, offrent un verre d'eau, un fruit, une friandise. La minorité sunnite de Bagdad a tellement peur des puissantes milices chiïtes, de la police et des commandos du ministère de l'Intérieur, qu'elles ont largement infiltrés, que c'est à eux, les hommes masqués, que, contrainte et forcée, elle a souvent confié sa sécurité. «Hier, raconte Mohammed A., un chauffeur, l'imam de notre mosquée à Mansour nous a dit qu'il fallait s'attendre à un raid de représailles chiïtes après l'attentat qui a tué 66 des leurs à Sadr City. Nous avons passé la nuit à les attendre avec nos armes aux fenêtres et sur les terrasses. Ils ne sont pas venus. Hamdoulillah», soupire-t-il. Grâce à Dieu...

Image impure

Soudain, les trois hommes de Daoudi s'arrêtent devant l'étal d'un marchand de primeurs. L'un d'eux donne un coup de crosse dans la pile de légumes, qui s'effondre. Interloqué, le vendeur proteste, poliment. «Mais... cheb [jeune homme], pourquoi tu fais ça?» L'autre le fusille du regard: «Toi, hadji, tu te tais et tu fais attention à la façon dont tu présentes tes marchandises, d'accord?» Le vieux mettra un moment à comprendre. Client mal intentionné ou collègue bagueur, quelqu'un, ce jour-là, a eu la mauvaise idée de disposer un long concombre vert entre deux tomates rouges sur la charrette du vieux. Ô image sacrilège! Ô image impure! Désormais, en Irak, pas plus chez les chiïtes que chez les sunnites, on ne plaie avec les choses du sexe. Le marchand de quatre-saisons l'a échappé belle.

D'autres ont été sommairement abattus pour moins que ça. Des marchands de vidéos ou de musique occidentale sur l'ancien «marché aux voleurs» de la place al-Tahrir. Des commerçants de vêtements féminins qui n'avaient pas compris qu'il était désormais interdit par les zélotes d'Allah de disposer des sous-vêtements dans leurs vitrines. Ou d'écouler des jeans et des tee-shirts marqués de mots d'anglais. Des dizaines de coiffeurs et barbiers qui osaient encore couper les cheveux et raser les barbes «à l'occidentale». Des homosexuels trop efféminés et repérables. Des prostituées pas assez discrètes. Des épiciers qui écoulaient leurs derniers pots de cornichons baignés dans le vinaigre, haram, autrement dit interdit, comme le sont tous les produits alcoolisés. C'est invérifiable mais, dans le nord-ouest du pays, sur la périlleuse route de la Syrie que des milliers de sunnites empruntent désormais chaque mois pour essayer de passer la frontière et fuir la sauvagerie ambiante, des voyageurs rapportent qu'un misérable Bédouin a été abattu sous leurs yeux parce qu'il avait refusé en riant de masquer d'un chiffon les parties génitales d'une chèvre pleine dont la vision «perturbait» un puritain masqué...

Maîtres du terrain

Dans les quartiers de Saïdiya, Jihad, al-Dora de l'arrondissement d'al-Rachid, dans ceux de Yarmouk, Amariya, Ghazaliya — arrondissement huppé d'al-Mansour —, la totalité d'Adhamiya et même, de façon intermittente, dans les districts plus «mixtes» et commerçants du centre-ville, Karadah et al-Karkh, ce sont les mouqanaayins qui sont maîtres du terrain. Les 50 000 hommes déployés en fanfare à la mi-juin par le gouvernement pour son fameux «plan de sécurité renforcée à Bagdad» n'y ont, pour l'instant, rien changé. La guerre est désormais dans la ville.

Aux portes même de la «zone verte», 5 km² ultrafortifiés en plein centre-ville où un Etat fantôme, virtuellement assiégé derrière ses deux lignes de remparts anti-bombes et ses miradors, a regroupé, sous protection étrangère, l'essentiel de ses institutions — Parlement, ministères et ambassades amies dont celle, énorme, des Etats-Unis. Beaucoup, parmi les milliers de fonctionnaires qui travaillent là, ne s'aventurent plus qu'exceptionnellement dans la «zone rouge» — le reste de la ville, où résident les six ou sept millions de Bagdadis. S'ils sont importants, ils sortent en convoi blindé. Sinon, ils essaient de se montrer le plus discrets possible, de se fondre dans la masse: voiture banalisée, tenue vestimentaire «modeste», poches vides et, souvent, faux papiers dans le portefeuille.

Des espions partout

Les errablis, les «terroristes», dont parle chaque jour la télévision publique — elle aussi retranchée derrière des remparts —, ont des espions partout, surveillent les cinq entrées et sorties connues de la «zone verte», assassinent ou kidnappent qui ils veulent, quand ils veulent, où ils veulent. Peu importe le nombre de pistoleros engagés à prix d'or pour une protection hors les murs: députés, ministres, hauts fonctionnaires, journalistes, hommes d'affaires et traducteurs sont enlevés ou tués pratiquement à volonté.

Une route spéciale, protégée, leur a été aménagée entre la zone fortifiée et l'aéroport international, à 15 km de là. Les plus importants personnages y sont



À Bagdad, chaque arrondissement, chaque quartier a désormais son «émir», à la fois seigneur de guerre, juge de paix, et cheikh religieux suprême.

La minorité sunnite de Bagdad a tellement peur des puissantes milices chiïtes que c'est aux hommes masqués qu'elle confie sa sécurité

acheminés par hélicoptère. Les autres foncent à tombeau ouvert dans des convois de cinq à dix véhicules, sirènes hurlantes et blindés de protection. Un diplomate européen le confie sans ambages: «Les services qui fonctionnent encore, notamment l'aéroport, le font avec le consentement tacite des rebelles.» Eux aussi doivent sortir prendre l'air parfois... Les mouqanaayins sunnites, à Bagdad et ailleurs, n'acceptent que rarement le combat «conventionnel». Dans la capitale, ils n'ont jamais tiré sur l'un des multiples hélicoptères américains qui tournoient sans cesse au-dessus de la métropole et qui, dès la nuit tombée, ne volent qu'en lâchant des leurres multicolores dans leur sillage. Quand les forces gouvernementales lancent une offensive pour reprendre un quartier, les hommes masqués disparaissent dans les caves, les mosquées et les villas amies. Ils se redéploient sitôt après dans les rues.

«Leur quartier»

Souvent, en fin d'après-midi, quand le baromètre redescend un peu au-dessus des 40°, les habitants peuvent les voir s'entasser à quatre ou cinq à l'intérieur d'autant de véhicules, et patrouiller «leurs» quartiers à loisir, dresser des barrages, interpellier les passants, vérifier les identités. Et tuer froidement ceux qui n'appartiennent pas à la «bonne» confession.

«Dès avant le couvre-feu, qui commence chaque soir à 20h30 et dure jusqu'au matin — il est également interdit désormais de circuler autrement qu'à pied entre 11 heures et 15 heures tous les vendredis, jour de prière et jour de tuerie collective souvent —, les quartiers ouest de la métropole», explique Djanane, une habitante, se métamorphosent en autant de petites «Somalies», sans ordre, sans sécurité, sans loi, sauf la leur.» Chaque arrondissement, chaque quartier a désormais son «émir», à la fois seigneur de guerre, juge de paix, et cheikh religieux suprême.

Souvent, les habitants remplacent le nom de guerre du leur et en appellent à lui pour retrouver un parent disparu, régler un problème de voisinage ou

transporter un malade à l'hôpital. À peu de chose près, mais de manière plus organisée et moins clandestine parce qu'après tout les leurs ont gagné les élections de décembre et le gouvernement d'«unité nationale» reste fortement dominé par leurs alliés, la même situation prévaut dans les arrondissements de l'est, c'est-à-dire chiïtes, comme Sadr City, Khadhiya, 9-Nissan ou New Bagdad. Principal dénominateur commun entre ces deux mondes: une «talibanisation» rampante qui s'accélère.

Plus de mille morts en juin

Selon les chiffres fournis au bureau de l'AFP à Bagdad par les ministères de la Santé, de la Défense et de l'Intérieur, un peu plus d'un millier de personnes sont mortes de mort violente en juin, et 1770 autres ont été blessées. Autant qu'en mai. Et la statistique est probablement sous-évaluée puisque, dans les localités isolées du désert, où c'est la tribu qui s'occupe désormais de tout, ou dans certains quartiers très «chauds» de la capitale comme al-Dora, où les cadavres de la nuit — comme d'ailleurs les ordures qui s'accumulent en collines faute d'éboueurs — ne sont pas toujours ramassés, les corps peuvent être ensevelis par des familles ou des bons samaritains islamiques sans aucune déclaration légale.

Après tout, depuis les pillages massifs et la destruction de la quasi-totalité des archives publiques qui ont suivi l'invasion anglo-américaine, un faux certificat de décès, avec tampons et signature officielle, coûte moins de 10 \$ au marché noir.

Même prix pour un document «prouvant» un emploi d'ancien fonctionnaire sous Saddam, précieux papier désormais, qui va permettre à son détenteur de réclamer une pension, une retraite ou une compensation pour perte d'emploi. Le certificat de propriété immobilière revient un peu plus cher qu'un vrai-faux passeport, lequel ne coûte qu'une trentaine de dollars. «Pour survivre, nous sommes devenus une nation de faussaires, de dissimulateurs et de menteurs», se lamente un sociologue connu de l'Université de Bagdad qui ne peut évidemment pas être identifié.

Aucun signe d'essoufflement

Enlèvements de masse, assassinats interconfessionnels, attentats à la bombe, à la voiture, au ca-

mion et même à la moto piégée, les deux conflits qui ensanglantent l'Irak — celui mené par la guérilla sunnite et djihadiste contre les «occupants infidèles» et la guerre civile qui s'intensifie après chaque attentat — ne donnent aucun signe d'essoufflement. Au contraire. Milices contre milices, chacun des deux camps, sunnite et chiïte, n'en finit pas de venger ses morts en perpétrant des hécatombes, à 90 % civiles. Le cycle de vengeances, de représailles et de contre-représailles s'amplifie. Certains pensent qu'il ne s'arrêtera qu'avec l'établissement de villes, villages et quartiers «monocolores» ou «monoconfessionnels» dans toutes les grandes villes «mixtes», à commencer par Bagdad.

En quatre mois, à établi fin juin l'Office onusien des migrations, au moins 150 000 personnes ont été contraintes, par les diverses bandes armées et la terreur qu'elles inspirent, de quitter leur foyer pour se réfugier ailleurs. Dans ce contexte, les vraies-fausse cartes d'identité, portant des patronymes typiquement chiïtes ou sunnites, permettant de passer les différents check-points sans dommage, s'arrachent au marché noir. Un chauffeur-déménageur chiïte racontait la semaine passée, à Taji, à 20 km au nord de Bagdad, comment il avait pu miraculeusement survivre grâce à une fausse carte portant un nom sunnite, alors que des «insurgés» alignaient une dizaine de ses camarades au bord d'un fossé et les abattaient l'un après l'autre.

Contre toute logique

Certaines tueries portent la marque de cette guerre civile qui ne dit pas son nom. D'autres défient toute logique. Début mai, dans le quartier majoritairement sunnite d'al-Dora, des marchands de falafels — beignets de pois chiches écrasés — installés sur un trottoir voient débouler une bande de mouqanaayins armés. «Vous avez 14 jours pour fermer boutique et déguerpir, ordonnent-ils. «Mais pourquoi?», ose l'un d'eux. «Il n'y avait pas de falafels au temps du Prophète», ricane un barbu. «J'ai failli leur dire qu'il n'y avait pas non plus de kalachnikovs en ce temps-là», raconte Abou Zeinab, 37 ans, dont douze passés devant son chaudron d'huile. «J'ai pensé que c'était tellement idiot qu'ils allaient changer d'avis. Trois jours après, deux de mes collègues ont été abattus. J'ai plié bagage.»

Quinze jours plus tard, sur l'avenue d'un quartier central «mixte» de Bagdad, huit jeunes lycéens en route pour un cours de sport sont la cible d'une rafale de fusil d'assaut tirée d'une voiture. Miracle, un convoi de policiers passait par là. Les voilà qui prennent les tueurs en chasse, parviennent à stopper un de leurs véhicules. Quatre assaillants masqués sont pris. On leur ôte leurs keffieh. Le plus jeune a 14 ans, le plus âgé, 16. Pourquoi ont-ils tiré sur les gamins? «Ils étaient en short, explique l'un d'eux. Conformément à l'islam, notre émir l'a interdit en public.» Le 25 mai, à Saïdiya, Nasser Ali Hathem et Wisam Adel Odah, deux joueurs de l'équipe nationale de tennis, sont assassinés avec leur entraîneur, Ahmed Rachid, alors qu'ils viennent de déposer du linge dans une blanchisserie. Quelqu'un les repère, ils sont en short.

Arrêtés par des hommes masqués un peu plus loin, les deux joueurs sortent du véhicule, demandent une explication. Ils sont abattus d'une balle dans la tête, le troisième est tué au volant. Leurs cadavres sont tirés sur un talus, roués de coups de pied et abandonnés aux chiens errants qui pullulent désormais en ville. «Plus aucun sport n'est pratiqué publiquement dans le pays sauf au nord», se désole Jaffar, journaliste sportif au chômage. Le 25 juin, pour la première fois et à la demande de la fédération nationale, la finale du championnat de football irakien a dû être jouée au Kurdistan autonome, seule région, ethniquement homogène, à bénéficier d'une relative sécurité. Deux jours plus tard, lors d'un tournoi aux Pays-Bas, Ahmed Soulagh et Mohammed Jabbar, deux joueurs de l'équipe nationale de volley-ball pour handicapés, refusent de rentrer chez eux et demandent l'asile politique.

Quelques jours plus tôt, le 23 juin, des «cyber-djihadistes» proches d'al-Qaïda ont mis en ligne un film de 35 minutes intitulé *La Coupe du monde des moudjahidines*, une parodie de ce «maudit Mondial 2006» qui vise, selon eux, «à détourner la jeunesse musulmane de sa religion et de la guerre sainte». Le film montrait d'épouvantables scènes de torture et de tueries en Palestine, en Tchétchénie et en Irak, le tout émaillé de chants religieux, de versets coraniques et de discours d'Oussama ben Laden. Le 27 juin, près de la ville sunnite de Baaqouba, une moto piégée explose sur une place publique du village chiïte de Qairnabat. De nombreux jeunes étaient dehors à regarder un match du Mondial sur une chaîne saoudienne. Bilan: 22 morts, dont plusieurs enfants.

Grande culture étouffée

On n'en finirait pas d'énumérer les sanglants indices de la «talibanisation» qui étouffe désormais la grande et vieille culture de Mésopotamie. Les assassinats motivés par la religion ou qui la prennent pour prétexte ont d'abord visé, dans la grande ville chiïte de Bassora, au sud, puis à Bagdad dès le début de 2004, les marchands de boissons alcoolisées, le plus souvent chrétiens. Des centaines de magasins, d'entrepôts et plusieurs grandes brasseries industrielles ont été détruits, incendiés ou fermés par leurs propriétaires partis en exil. Les buveurs de la capitale, et ils étaient nombreux dans cette cité éminemment laïque jusque avant l'invasion d'avril 2003, ne savent plus où se fournir.

«L'un des derniers endroits ouverts», se désole Salah, un artiste peintre qui vit mal son régime sec, se trouve dans la «zone verte». Inaccessible pour nous. Il est difficile de rendre compte de l'ampleur du chaos qui, contrairement aux affirmations des «officiels», irakiens ou étrangers, semble bel et bien s'étendre dans le pays. Il faudrait évoquer le sort des filles, des femmes, à qui les polices autodésignées du vice et de la vertu interdisent désormais de conduire une automobile, de sortir sans être accompagnées d'un chapeçon masculin, de se montrer sans hidjab sous peine d'être brutalisées et rasées, de porter des jeans ou des tee-shirts sous peine d'avoir les jambes brisées. Il faudrait parler des milices qui ont établi des «antennes de surveillance» à l'entrée des universités pour réprimer les contrevenantes. Il faudrait raconter les travaux en cours dans certains ministères tenus par des islamistes chiïtes — transports, éducation, santé, tourisme — pour construire des ascenseurs et des toilettes séparées pour hommes et femmes...

ÉCONOMIE

PERSPECTIVES

Le mauvais élève

On lui avait fait une place dans le club sélect, il y a quelques années, pour l'encourager à persévérer dans ses efforts afin de devenir une grande puissance capitaliste et démocratique à part entière. Aujourd'hui puissante, sans être vraiment capitaliste ni démocratique, la Russie a fait savoir aux autres membres du G8 qu'elle n'a désormais que faire de leurs leçons, et qu'ils devront l'accepter comme elle est.

Si l'on se fie à la nature et au ton des échanges des derniers mois, la première réunion du G8 à se tenir en Russie, la fin de semaine prochaine à Saint-Petersbourg, pourrait bien être un fiasco total. Rarement a-t-on vu, depuis la fin de la guerre froide, les camps occidental et russe se vilipender de la sorte. La tension entre les deux camps est telle que des élus américains ont même suggéré que l'on boycotte l'événement, pourtant censé être ce qui se rapproche le plus d'un gouvernement mondial.

Selon les uns, la flambée des prix de l'énergie a fait de la Russie un nouveau riche qui se croit tout permis en matière d'économie et de politique étrangère. L'ancien agent du KGB qui lui sert de président n'aurait de cesse, quant à lui, de ramener cette jeune démocratie dans les vieilles ornières de la dictature. Selon les autres, toutes ces remontrances des États-Unis et de leurs laquais occidentaux n'ont encore et toujours pour seul objectif que de rabaisser la Russie et de préserver leurs privilèges.

Elle est loin l'époque où le groupe des sept pays réputés être les démocraties les plus puissantes du globe acceptaient de faire une place parmi eux à l'ancien ennemi soviétique. Admise d'abord à titre de pays observateur au début des années 1990, puis en tant que membre officiel en 1998, la Russie touchait alors le fond du baril en subissant une humiliante crise financière survenue après une longue période de chaos économique.

Elle devait cependant entamer ensuite un spectaculaire remontée grâce à l'explosion de ses revenus pétroliers et gaziers. Cela lui a permis d'annoncer la semaine dernière le règlement de sa dernière dette, et le retour du rouble sur le marché des devises pleinement convertibles six mois avant la date prévue. Sur le plan démocratique, les dernières années ont été moins brillantes. L'arrivée au pouvoir du président Poutine a marqué un affaiblissement des jeunes institutions démocratiques russes et un retour à la manière forte exercée contre tous ceux qui font ombre ou qui ne partagent pas les vues de l'homme fort du régime, mais aussi contre les Tchétchènes, Géorgiens ou Ukrainiens qui voudraient prendre leurs distances de Moscou.

Loin de s'améliorer, les relations au sein du G8 vont de mal en pis depuis que la Russie a hérité de la présidence du forum en janvier. L'année n'avait que quelques heures à peine que Moscou interrompait son approvisionnement en gaz naturel de l'Ukraine parce que celle-ci rechignait à des hausses de prix, et peut-être bien aussi pour lui apprendre à faire des révolutions oranges sans son autorisation. Ce faisant, elle coupait aussi le gaz à toute l'Europe qui se trouvait à l'autre bout du pipeline, laquelle prenait brutalement conscience, en plein hiver, que 25 % de son approvisionnement en gaz naturel dépendait du géant russe. L'État russe a continué aussi, au cours des derniers mois, de raffermir son contrôle sur différents secteurs économiques, notamment celui de l'énergie. La surveillance des organisations de défense des droits de l'homme et l'encadrement de la liberté de parole ont également été considérablement resserrés. Pour ne rien arranger, la Russie a aussi choisi de se dissocier de l'Occident lorsqu'est venu le temps de condamner le nouveau gouvernement du Hamas en Palestine et Téhéran dans le dossier du nucléaire.

Pas étonnant que l'on se traite de tous les noms depuis des mois entre Russes et Occidentaux. On voit mal, dans un pareil contexte, ce qui pourrait sortir de bon d'une réunion du G8 dont le thème principal, cette année, doit justement être la sécurité énergétique mondiale, et où l'on en profitera, comme c'est le cas chaque fois, pour discuter des grands sujets de l'heure, comme la Corée du Nord et l'Iran.

L'affaire se présentait déjà tellement mal, il y a deux mois, que la Russie a engagé en catastrophe une firme de relations publiques pour redorer son blason. De toute évidence très inquiet, Vladimir Poutine s'est même mis à parler, la semaine dernière, de son «ami» et «honnête» partenaire George Bush.

Les autres cancre

Il n'y aura finalement pas de boycottage. La réunion de Saint-Petersbourg pourrait même donner lieu à d'importantes ententes. Après tout, il y a trop d'intérêts en jeu, lorsque l'on parle de sécurité énergétique, pour ne pas rester malgré tout ouverts au dialogue et au compromis.

Il n'est pas impossible, par exemple, que la Russie se montre soudainement disposée à laisser les compagnies étrangères investir dans ses champs gaziers si on lui permettait, en échange, d'investir en Europe pour s'y donner un réseau de distribution. On pourrait même envisager de permettre aux Américains de participer à la future exploitation du gisement gazier de Shtokman, dans la mer de Barents, qui fait saliver toutes les pétrolières, à condition que les États-Unis lèvent les derniers obstacles qui empêchent la Russie d'entrer à l'Organisation mondiale du commerce.

Pour cela, il faudra évidemment ne pas trop s'attarder aux questions de démocratie et à tout autre sujet de désaccord entre l'hôte de la réunion et ses invités. Ce ne serait pas la première fois que le G8 réconcilie les irréconciliables. Après tout, on a bien réussi à régler toutes sortes de choses, l'année dernière, à Gleneagles, en Écosse, même s'il y avait les États-Unis et que l'un des deux thèmes principaux de la réunion était le protocole de Kyoto et la lutte aux gaz à effet de serre.

Tout indique, de toute manière, que le forum devra continuer à montrer de la souplesse quant au respect de ses valeurs capitalistes et démocratiques s'il veut rester le forum où les principaux acteurs de la scène internationale se rencontrent pour discuter des grands enjeux qui façonnent la planète. Parce que la Russie ne semble pas prête à changer de cap. Mais aussi parce qu'il faudra bien, un jour, admettre de nouveaux membres dont le bilan, à cet égard, ne sera pas plus brillant, à commencer par la Chine.

Alliance GM-Renault-Nissan

L'industrie automobile à la veille d'une révolution

Le secteur entre dans une crise sans précédent dont on voit les prémices aux États-Unis et en Europe

STÉPHANE LAUER

L'alliance Renault-Nissan a franchi avec succès la première étape de son ambitieux projet de s'allier avec General Motors (GM). Les conseils d'administration respectifs des constructeurs français et japonais ont donné leur feu vert pour étudier la faisabilité d'une union à trois.

«Des discussions avec General Motors, concernant une alliance potentielle, pourraient être engagées dès lors que General Motors en ferait la proposition», a indiqué, Renault. L'idée d'une union à trois laisse plusieurs questions en suspens.

Pourquoi cette alliance? Il y a peu de chances que l'idée date, comme cela a été dit, du dîner du 15 mai entre le patron de Renault-Nissan, Carlos Ghosn, et le milliardaire Kirk Kerkorian, l'un des principaux actionnaires de GM.

La logique est le fruit d'une longue réflexion sur l'avenir de l'industrie automobile mondiale. Le secteur entre dans une crise sans précédent dont on voit les prémices aux États-Unis et en Europe. Guerre des prix, surcapacités, restructurations permanentes vont tôt ou tard conduire à une nouvelle consolidation.

Or seuls trois constructeurs sont réellement en mesure de mener les opérations: Toyota, Honda et Nissan. Ces trois acteurs sont assis sur une trésorerie abondante, n'ont pas de dette et affichent des rentabilités sur chiffre d'affaires supérieures à 8 %.

Toyota, qui a toujours refusé les alliances pour croître, est a priori exclu des grandes manœuvres à venir. Honda a été vacciné par son échec de prise de contrôle du britannique Rover au début des années 1990. Reste donc Nissan, qui, grâce à son alliance avec Renault, a trouvé un modèle innovant et efficace de coopération.

Est-ce le bon moment? Le fait que l'initiative de l'alliance vienne de M. Kerkorian est à double tranchant. D'un côté, cela permet de donner une «couleur» américaine à l'opération et atténuer ainsi les réactions de patriotisme économique aux États-Unis. De l'autre, M. Ghosn n'a pas eu la maîtrise du calendrier. Or celui-ci n'est pas optimum.

Renault, qui vient d'entamer son plan de relance, annoncé en février, a de nombreux défis à relever. Attendre les premiers signes du redressement aurait été sans doute préférable. Nissan entre également dans une zone de turbulences. Le renouvellement en cours de sa gamme aux États-Unis risque de lui faire perdre des parts de marché dans les prochains mois.

Par ailleurs, M. Ghosn a prévenu, fin juin, que les ventes au Japon cette année seraient moins bonnes que prévu. La situation du groupe japonais aurait sans doute été plus favorable en 2007.

Côté GM, la situation n'est pas non plus favorable, mais pour des raisons inverses: pour résumer cela ne va pas encore assez mal. Le constructeur américain vient en effet d'obtenir un sursis financier grâce à la vente de 51 % de sa très rentable filiale financière, GMAC.

Par ailleurs, GM a annoncé, fin juin, que les restructurations se déroulent plus vite que prévu. Plus de 35 000 salariés ont souscrit au plan de départs volontaires. Le spectre d'une faillite s'éloigne pour le moment.

GM a-t-il les moyens de refuser la proposition? Si, comme certaines indiscretions le laissent entendre, le futur schéma se dirige vers une prise de participation de 20 % répartie à parts égales entre Renault et Nissan, à laquelle on ajoute les 9,9 % de M. Kerkorian, plus la part de certains fonds spéculatifs qui pourraient apporter leur soutien, l'ensemble formerait une coalition qui représenterait de 30 % à 40 % du capital. Difficile de refuser quoi que ce soit à des actionnaires aussi puissants! Mais telle n'est pas la philosophie de M. Ghosn, qui a prévenu que pour aboutir, le projet a besoin de la pleine coopération du management de GM.

C'est peut-être la conjoncture que s'approprie à traverser GM qui risque de faire pencher la balance. Le ballon d'oxygène dont profite actuellement GM ne doit pas faire illusion. Le marché automobile américain est en voie de retournement. Avec la hausse des taux d'intérêt, l'éclatement de la bulle immobilière et la baisse de la consommation qui pourraient s'ensuivre, GM ne dispose pas des outils pour affronter



JEFF HAYNES AGENCE FRANCE-PRESSE

Le marché automobile américain est en voie de retournement. Avec la hausse des taux d'intérêt, l'éclatement de la bulle immobilière et la baisse de la consommation qui pourraient s'ensuivre, GM ne dispose pas des outils pour affronter une telle tempête.

une telle tempête.

On ne voit pas comment le groupe pourrait résister à une dégradation de ses ventes, alors que, dans un marché qui restait jusqu'à présent à de hauts niveaux, il ne pouvait écouler ses voitures que grâce à de généreuses ristournes. Les mois de juin, au cours duquel GM a vu plonger ses immatriculations de 25,9 %, rappelle que ce scénario n'a rien de catastrophiste.

À quoi servirait cette alliance? Convaincre le management de GM que l'alliance inéluctable est une chose, réussir à redresser le géant américain en est une autre. Seule certitude: un GM à 25 % de parts de marché aux États-Unis n'est pas viable car la plupart de ses ventes ne sont pas rentables. Il est nécessaire que GM revienne à une certaine vérité du marché, c'est-à-dire à une part inférieure.

Cela va supposer des sacrifices. L'alliance à trois ne pourra se faire que si le constructeur américain bouscule son système social — tant les salaires que les retraites. Un «méga accord» social est donc le préalable

avant que Renault-Nissan ne s'engage dans l'aventure.

À partir de là, tout est possible. Toyota, Honda ou Nissan réalisent 60 % à 70 % de leurs bénéfices aux États-Unis. Il n'y a pas de raison pour qu'un GM profondément restructuré, adossé à une alliance Renault-Nissan performante, ne trouve pas un modèle économique rentable.

Un tel ensemble serait-il encore gérable? La CGI-Renault ne s'y est pas trompée en affirmant qu'«il est préoccupant de voir l'émergence d'un tel monstre en termes de concentration de capital, de pouvoir et d'influence sur l'avenir de l'industrie automobile mondiale».

M. Ghosn, qui partage déjà son emploi du temps entre le Japon, l'Europe et les États-Unis, a-t-il la capacité de piloter en plus la restructuration du numéro un mondial? Peu probable. Ce qui sous-tend que l'alliance telle qu'elle a fonctionné entre Renault et Nissan devrait changer de structure, sinon de nature...

Le Monde

L'économie mondiale résiste au pétrole cher

Le spectre de l'inflation inquiète toujours

AMÉLIE HERENSTEIN

Paris — L'économie mondiale a bien mieux résisté que prévu à la spirale des cours du pétrole ces quatre dernières années, mais les économistes redoutent que cette capacité ne finisse par s'éroder au fur et à mesure que l'inflation redresse la tête.

A New York, le baril de *light sweet crude* pour livraison en août a grimpé jusqu'à 75,78 \$US vendredi, son plus haut niveau depuis le début de sa cotation en 1983. Outre le traditionnel dossier iranien, les cours ont été aiguillonnés cette fois par de nouvelles tensions géopolitiques à la suite de tirs d'essai de missiles par la Corée du Nord, conjugués à des craintes de pénurie d'essence aux États-Unis.

Le ministre français des Finances Thierry Breton, a jugé au cours d'une conférence de presse la semaine dernière que cette flambée pourrait durer «sans soute longtemps, peut-être même toujours». Antoine Brunet, économiste de la banque HSBC France, table même sur un baril à 80 \$US si la Banque centrale américaine, la Fed, parvient à freiner la surchauffe de l'économie des États-Unis, à 100 \$US dans le cas contraire.

Malgré ces cours record, l'économie mondiale continue de tourner équilibrément, constatent les économistes. Le directeur général du Fonds monétaire international (FMI), Rodrigo Rato, a ainsi récemment revu en hausse les prévisions de croissance mondiale à 5 % pour les années 2006 et 2007, soit un rythme comparable à celui des deux dernières années.

Même la zone euro, traditionnelle lanterne rouge mondiale, a bénéficié ces dernières semaines d'indicateurs encourageants. La Commission européenne a récemment indiqué s'attendre à une croissance «meilleure que prévu» dans les prochains mois, qui pourrait atteindre 2,1 % en 2006.

Le Japon affiche lui aussi de belles performances. Quant à la croissance américaine, elle a fortement accéléré à 5,6 % au premier trimestre en rythme annuel.

Les pays développés en particulier ont bien mieux résisté à ce troisième choc pétrolier, parfois décrit comme «rampanant», qu'aux deux précédents (en 1973 et 1979). Les raisons de cette endurance sont désormais bien établies: moindre dépendance au pétrole et meilleure efficacité énergétique, le tout dans un contexte économique qui a lui aussi beaucoup évolué depuis.

Reste que l'édifice demeure fragile, car cette belle santé a fini par permettre au spectre de l'inflation de refaire surface, suscitant la méfiance des banques centrales. Si bien que pour Marc Touati, économiste de Natexis Banques Populaires, la croissance mondiale repose désormais «entre



REUTERS

La Bourse japonaise affiche de belles performances. Cet investisseur ne semble d'ailleurs pas trop inquiet devant les cotes de la Bourse qui défilent devant lui.

les mains des banquiers centraux».

Les trois principales zones économiques mondiales, Amérique du Nord, zone euro et Japon, sont toutes engagées à différents stades dans des processus de resserrement de leurs politiques monétaires pour faire face à la résurgence de l'inflation que provoque la contagion des prix élevés de l'énergie à l'ensemble des autres prix.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet, a ainsi laissé entendre au cours d'une conférence de presse jeudi que

l'institut pourrait procéder plus rapidement que prévu — dès le début août — à un nouveau relèvement de taux, le quatrième.

«Le mieux est souvent l'ennemi du bien, et à force de voir des menaces inflationnistes à tous les coins de rue, la Fed et la BCE oublient que celles-ci restent concentrées dans les secteurs énergétiques», déplore Marc Touati qui les enjoint à ne pas «tomber dans le piège inflationniste» sous peine de «casser la croissance mondiale».

Agence France-Presse

É D I T O R I A L

Procès-fiction

Il y a trente ans — trente ans! —, les Khmers rouges perpétraient leur génocide. Après des négociations sans fin, le procès d'un nombre au demeurant ridicule d'assassins de masse va débiter ce mois-ci. Tout ce qui a entouré la préparation de ce procès a réduit la justice à un simulacre offensant pour les victimes.

Dès 1975, Pol Pot et ses complices ont organisé, administré, poursuivi un génocide au terme duquel, en 1979, près de deux millions de personnes, soit 20 % de la population cambodgienne, avaient péri. Après le renversement des dirigeants du Kampuchea soi-disant démocratique, les nouveaux maîtres du pays ont fait en matière de justice, de devoir de mémoire, le service minimum. Strictement minimum.

Ainsi, tout au long des années 80 et même des suivantes, le gouvernement s'est employé à nommer d'anciens khmers rouges au poste d'ambassadeur à l'ONU pour ennuier tout examen du génocide. Sur ce plan, Phnom Penh a bénéficié de la bienveillance réelle de la Chine qui s'est évertuée à brandir son droit de veto à chaque fois que le sujet était évoqué. Et pour quelle raison? Pékin ne voulait pas que l'on mette en relief les liens étroits qui existaient entre Pol Pot et les dictateurs chinois.

Après des tractations sans fin avec les représentants de l'ONU, le Cambodge a fini par se ranger à l'idée d'un procès. Quand? En 1999... On insiste les dirigeants cambodgiens plus collaborateurs que juges des méfaits de Pol Pot et des siens ont envisagé le procès 20 ans après les faits. On insiste encore mais sur un autre aspect: ce qu'ils ont accepté en 1999 était l'idée du procès et non le procès comme tel.

De fait, s'en est suivie une ronde de négociations que le premier ministre Hun Sen s'est appliqué à torpiller afin que les choses traînent en longueur. Il voulait épouser ceux qui lui faisaient face? Il y est parvenu. Et ce, pour le plus grand bénéfice des génocidaires qu'il protégeait et protège encore. Peu avant d'adhérer à l'idée du procès, Hun Sen, lui-même ancien cadre Khmer rouge, avait gracié un certain nombre de tueurs de masse.

Ce geste, le premier ministre l'a posé pour les soustraire à la justice. On s'explique. Après avoir dit oui au procès, Hun Sen a consacré toutes ses énergies au principe suivant: il serait instruit par des Cambodgiens. On le devine, l'ONU voulait instituer une cour pénale sur le modèle de ceux du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie. Hun Sen s'y est toujours refusé. Le pire est qu'il a remporté également cette manche.

En effet, après avoir discuté pendant quatre autres années avec les représentants de l'ONU les parties concernées ont convenu que la majorité des juges appelés à siéger seraient Cambodgiens. Ils seront 17 contre 13 magistrats internationaux. Ce n'est pas tout. Dans chacune des trois chambres appelées à trancher, les Cambodgiens détiendront la majorité.

L'accord, à l'évidence bancal pour ne pas dire immoral, entre l'ONU et les héritiers de Pol Pot a été signé il y a trois ans de cela. Trois ans! Cette semaine, le procès va débiter. Combien de temps va-t-il durer? Trois autres années. Il faudra attendre un autre trois ans pour connaître les sentences prises à l'endroit de bourreaux qui ont massacré leurs concitoyens il y a plus de trente ans de cela.

Pour ce qui est de l'aspect plus légal du dossier, Hun Sen a bien évidemment obtenu ce qu'il voulait: une formule bâtarde. Qu'on y songe, les balises arrêtées en la matière empruntent davantage au code cambodgien qu'au droit international. Lorsqu'on ajoute à cela le fait que les juges cambodgiens n'ont aucune expérience pour instruire une affaire dont la raison s'appelle génocide, les tortionnaires sont assurés d'une chose: ils vont couler des jours tranquilles pendant encore longtemps.

L'origine de tout cela ne serait pas aussi grave, aussi dramatique qu'on le sait qu'on pourrait qualifier tout le processus juridique de farce. Car la meilleure est peut-être la suivante: à quelques jours du coup d'envoi, on ne sait pas encore qui sera... jugé! On suppose évidemment que deux des responsables, parce qu'actuellement en prison, défilent au tribunal.

Les autres? La plupart des génocidaires vivent riches et sans remords dans les environs de la capitale. Tout, absolument tout ce qui compose cette histoire ne peut que susciter un dégoût abyssal.

Protégé et protégé encore. Peu avant d'adhérer à l'idée du procès, Hun Sen, lui-même ancien cadre Khmer rouge, avait gracié un certain nombre de tueurs de masse.

Ce geste, le premier ministre l'a posé pour les soustraire à la justice. On s'explique. Après avoir dit oui au procès, Hun Sen a consacré toutes ses énergies au principe suivant: il serait instruit par des Cambodgiens. On le devine, l'ONU voulait instituer une cour pénale sur le modèle de ceux du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie. Hun Sen s'y est toujours refusé. Le pire est qu'il a remporté également cette manche.

En effet, après avoir discuté pendant quatre autres années avec les représentants de l'ONU les parties concernées ont convenu que la majorité des juges appelés à siéger seraient Cambodgiens. Ils seront 17 contre 13 magistrats internationaux. Ce n'est pas tout. Dans chacune des trois chambres appelées à trancher, les Cambodgiens détiendront la majorité.

L'accord, à l'évidence bancal pour ne pas dire immoral, entre l'ONU et les héritiers de Pol Pot a été signé il y a trois ans de cela. Trois ans! Cette semaine, le procès va débiter. Combien de temps va-t-il durer? Trois autres années. Il faudra attendre un autre trois ans pour connaître les sentences prises à l'endroit de bourreaux qui ont massacré leurs concitoyens il y a plus de trente ans de cela.

Pour ce qui est de l'aspect plus légal du dossier, Hun Sen a bien évidemment obtenu ce qu'il voulait: une formule bâtarde. Qu'on y songe, les balises arrêtées en la matière empruntent davantage au code cambodgien qu'au droit international. Lorsqu'on ajoute à cela le fait que les juges cambodgiens n'ont aucune expérience pour instruire une affaire dont la raison s'appelle génocide, les tortionnaires sont assurés d'une chose: ils vont couler des jours tranquilles pendant encore longtemps.

L'origine de tout cela ne serait pas aussi grave, aussi dramatique qu'on le sait qu'on pourrait qualifier tout le processus juridique de farce. Car la meilleure est peut-être la suivante: à quelques jours du coup d'envoi, on ne sait pas encore qui sera... jugé! On suppose évidemment que deux des responsables, parce qu'actuellement en prison, défilent au tribunal.

Les autres? La plupart des génocidaires vivent riches et sans remords dans les environs de la capitale. Tout, absolument tout ce qui compose cette histoire ne peut que susciter un dégoût abyssal.

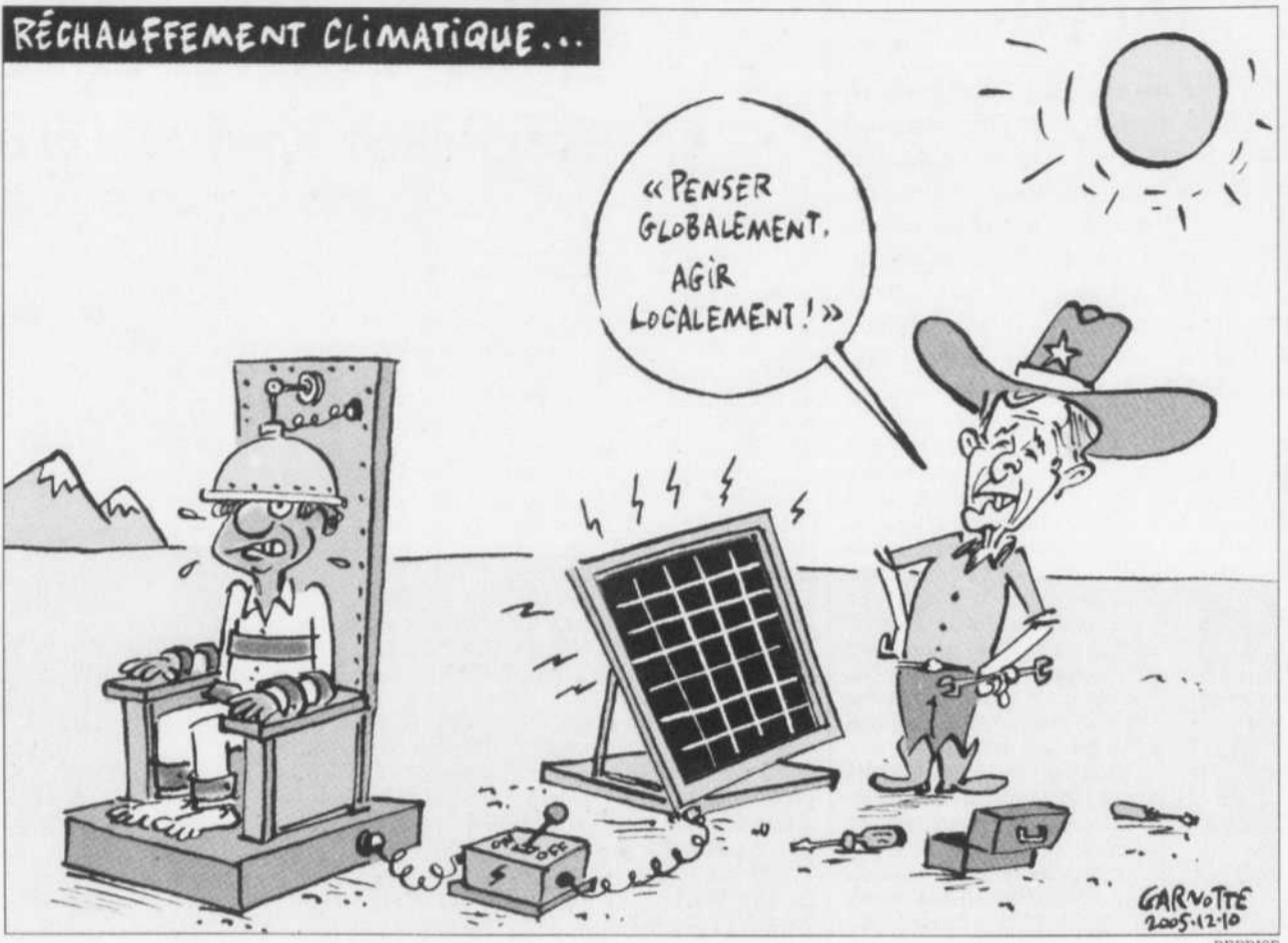
Protégé et protégé encore. Peu avant d'adhérer à l'idée du procès, Hun Sen, lui-même ancien cadre Khmer rouge, avait gracié un certain nombre de tueurs de masse.

Ce geste, le premier ministre l'a posé pour les soustraire à la justice. On s'explique. Après avoir dit oui au procès, Hun Sen a consacré toutes ses énergies au principe suivant: il serait instruit par des Cambodgiens. On le devine, l'ONU voulait instituer une cour pénale sur le modèle de ceux du Rwanda et de l'ex-Yougoslavie. Hun Sen s'y est toujours refusé. Le pire est qu'il a remporté également cette manche.

En effet, après avoir discuté pendant quatre autres années avec les représentants de l'ONU les parties concernées ont convenu que la majorité des juges appelés à siéger seraient Cambodgiens. Ils seront 17 contre 13 magistrats internationaux. Ce n'est pas tout. Dans chacune des trois chambres appelées à trancher, les Cambodgiens détiendront la majorité.

LE DEVOIR
FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSAÇON
Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE
Directeur de l'information JULES RICHER
Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU,
LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU
Directeur artistique CHRISTIAN TIFPET
Directrice, ventes publicitaires NICOLE CALESTAGNE



REPRISE

Dur recul en santé mentale au Québec

On n'en a pas assez parlé dans les médias et dans la population en général, mais il importe de dénoncer la volonté avouée du gouvernement Charest de réorganiser les services en santé mentale. La nouvelle approche consistant à recentrer les services externes vers les CSSS (ex-CLSC) est une erreur risquant de faire subir un important recul à la population desservie.

La santé mentale est un sujet tabou. Si une telle réforme avait été faite dans le secteur de l'oncologie, il y aurait eu de vives protestations, mais personne ne va au front pour défendre les gens aux prises avec des troubles anxieux, obsessionnels, des psychoses, une schizophrénie ou d'autres affections certainement débilatantes, mais n'empêchant pourtant pas la majorité des personnes en souffrant de travailler et de participer activement à la société s'ils ont le bon soutien.

Et c'est justement le problème avec la réforme proposée par le ministre Couillard: au lieu d'avoir des centres spécialisés desservant un large bassin de population et étant en mesure d'avoir tout un éventail de professionnels à temps plein responsables de traitements individuels ou de groupe (psychoéducateurs, ergothérapeutes, diététistes, psychiatres), on opérerait plutôt à partir de CSSS offrant un suivi moins particulier par des employés moins qualifiés. Certes, un travailleur social peut aider ces personnes en difficulté, mais l'aide serait infiniment moins efficace et concertée que si elle était appuyée par les autres professionnels qui œuvrent actuellement en milieu hospitalier.

Au-delà des inconvénients majeurs d'une telle réforme pour les bénéficiaires, dont plusieurs pourraient se retrouver laissés à eux-mêmes, il importe aussi de relever l'aspect économique de la chose. En décentrali-

sant les services de santé mentale, on ouvre la porte à toutes sortes d'aberrations et d'erreurs coûteuses pour le système de santé, et donc pour le citoyen. On augmente le risque de voir des individus aggraver leur état et devenir une menace non seulement pour les autres, mais aussi pour eux-mêmes, avec tous les coûts qu'implique une hospitalisation d'urgence.

Il est facile de s'en prendre à des gens qui n'ont pas la force politique ou financière de résister. Cette déstructuration risque de jeter à terre un système certes imparfait, mais qui a l'avantage d'être cohérent, fonctionnel et très utile. Un système que n'importe quel bon gouvernement devrait renforcer plutôt que chercher à détruire.

Louis Préfontaine
Montréal, le 29 juin 2006

Bill le bienfaiteur ou Bill le profiteuse?

Bill Gates, l'homme derrière Microsoft, vient d'annoncer son retrait graduel des activités de l'entreprise pour se consacrer à la fondation caritative qu'il a créée il y a quelques années avec son épouse.

Bill Gates n'aura pas trop du reste de sa vie à jouer au «Robin des bois» (bien qu'il n'ait pas seulement volé les riches!) pour tenter de faire oublier qu'il a bâti son empire monopolistique et sa colossale fortune sur une éthique d'affaires et des produits plus que douteux.

Je parle du principe du «pas vu pas pris» et de «si je suis pris, je vais faire trainer les choses en Cour jusqu'à ce que mon adversaire disparaisse ou que je puisse acheter la paix avec un gros chèque et recommencer de plus belle». On reconnaît là une philosophie dans le «style avocat sans scrupules» qui anime un milieu des affaires peuplé de corsaires et de truands de petite et de grande envergure.

En cela, Gates ressemble beaucoup à

Rockefeller, qui, avant d'être un grand philanthrope, fut un profiteuse ne reculant devant rien pour s'enrichir avec le boom pétrolier du début du XX^e siècle.

Le plus grand mérite de cet «Attila» des temps modernes aura été de comprendre que les lois antimonopole et le système de justice des États-Unis étaient incapables de réguler le marché émergent des technologies.

Quant à moi, tricheurs et profiteuses, grands et petits, resteront toujours des tricheurs et des profiteuses.

Laissons l'Histoire lui rendre justice...

Claude Coulombe
Montréal, le 1^{er} juillet 2006

Désintéressés, les gentils riches?

Ils sont nombreux ces jours-ci à louer Warren Buffet et d'autres riches philanthropes, comme les Chagnon, qui donnent une bonne partie de leurs fortunes à des bonnes causes. «Quelle belle leçon de solidarité!» Pardonnez-moi de jouer les trouble-fête, mais je serais curieux de savoir combien ces gentils riches vont sauver d'argent en agissant de la sorte.

Je ne peux m'empêcher de penser qu'il s'agit là d'une belle façon pour ces messieurs-dames de se moquer encore une fois de la société: ils échappent au fisc et, cerise sur le sundae, auront le loisir de déterminer à quoi servira l'argent qu'ils auraient normalement dû payer en impôt (un loisir que n'aura pas le simple salarié qui, contrairement à son patron dont les gains de capital ne sont pas totalement imposables, devra payer de l'impôt sur 100 % de son salaire). C'est l'éthique du capitalisme qui veut ça, j'imagine... C'est moins glamour, mais je préfère l'idée classique «de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins».

Nicolas Lefebvre Legault
Québec, le 2 juillet 2006

LIBRE OPINION

Nous sommes tributaires de notre petite planète

DOMINIQUE BERNIER
Responsable du comité thématique
sur l'environnement et l'énergie
du parti Québec solidaire

J'ai suivi avec un plaisir certain la série *Le devoir de philo*, présentée de façon bimensuelle par ce journal. En tant que militante au sein de Québec solidaire, mais surtout en tant que lectrice assidue, j'attendais avec impatience la parution du devoir de philo intitulé *Rousseau, père spirituel de Québec solidaire*, dans l'édition du 17 juin.

Bien sûr, entre Jean-Jacques Rousseau et un parti de gauche, le parallèle est facile à faire, même s'il y aurait matière à nuancer davantage. Cependant, l'orientation idéologique de l'auteur Frédéric Tétu, teintant nécessairement son texte, m'amène à réfléchir à propos de certains de ses commentaires.

Dans son analyse, l'auteur fait référence à la croissance de l'espérance de vie, au filet social, à l'égalité de droits entre les hommes et les femmes, à la décroissance du taux de criminalité et à l'accès à l'éducation en tant que succès du néolibéralisme. Cette affirmation est hautement discutable. Bien sûr, ces progrès sont réels, mais à qui les doit-on vraiment? À l'idéologie néolibérale ou aux milliers de gens qui ont lutté leur vie durant pour obtenir ces avancées? Au Québec, le néolibéralisme gagne du terrain depuis une quinzaine d'années. Nous n'en voyons encore que la pointe de l'iceberg. La majorité des avancées sociales ont été réalisées avant cela, sous des gouvernements sociaux-démocrates, à la suite de pressions de la population.

Il serait pour le moins paradoxal qu'un affaiblissement de l'État, dont le rôle se limiterait aux questions de sécurité publique répressive telle que préconisée par les tenants du libre marché, puisse garantir le

maintien des conditions sociales actuelles. Le marché, laissé à lui-même, n'a rien de la concurrence parfaite, paradigme souvent utilisé pour nous faire entrevoir toutes les beautés de ce modèle qui est supposé s'autoréguler. Il tend plutôt à concentrer la richesse et le pouvoir et favorise les monopoles, selon plusieurs économistes.

La protection sociale dont nous bénéficions actuellement est récente dans l'histoire de l'humanité, et il ne faut pas la tenir pour acquise. Nous ne sommes pas à l'abri non plus d'un affaiblissement des libertés individuelles. La lutte contre le terrorisme a ouvert la porte à un recul en la matière. Une saine vigilance est de mise.

Il faut éviter de confondre, comme c'est le cas dans le texte de Frédéric Tétu, néolibéralisme et capitalisme. On peut s'opposer au premier tout en considérant le second comme un outil intéressant. Aujourd'hui, lorsque des voix s'élèvent pour questionner (*sic*) le courant néolibéral dominant, il se trouve des gens pour les soupçonner d'être de dangereux communistes, à la manière de McCarthy. Entre ces deux extrêmes, il y a pourtant toute une palette de couleurs possibles. Une gauche démocrate et écologiste n'a rien à voir avec le communisme stalinien totalitaire.

Solides assises scientifiques

La préoccupation environnementale de Québec solidaire, contrairement à ce que prétend l'auteur, dépasse largement les aspects moraux et politiques. Elle n'est pas de nature philosophique, étant plutôt fondée sur de solides assises scientifiques. Les certitudes quant à l'urgence de la situation s'accroissent. Le Groupe intergouvernemental d'experts du climat (GIEC), formé de plus de 1300 scientifiques de réputation internationale, est

catégorique: la planète se réchauffe, et plus vite que ce que l'on croyait. Un réchauffement global de l'ordre de onze degrés Celsius est maintenant appréhendé, ce qui causerait des bouleversements inimaginables à l'échelle planétaire. L'évaluation des écosystèmes pour le millénaire, commandée par Kofi Annan et regroupant plus de 1000 scientifiques, affirme dans son rapport publié en 2005 que nous grugeons activement dans le capital des ressources planétaires, alors que nous devrions nous contenter des intérêts. L'astrophysicien Hubert Reeves estime, comme plusieurs autres scientifiques, que les activités humaines ont amorcé la sixième grande extinction des espèces. Devant tant d'évidences, il nous incombe d'agir rapidement et d'une façon musclée: nous sommes tributaires de notre petite planète.

Le marché laissé à lui-même peut-il vraiment régler le problème? J'en doute fort, considérant par exemple que les lois du commerce international stipulent qu'une entreprise peut poursuivre un État si elle juge que sa réglementation environnementale lui fait perdre des profits potentiels.

Le développement durable, concept élaboré en 1987 par la Commission Brundtland, vise à concilier la protection de l'environnement, la viabilité économique à long terme ainsi que l'acceptabilité sociale. Malheureusement, ce concept est aujourd'hui galvaudé par la plupart des partis politiques, au point d'en dénaturer le sens premier. Encore et toujours, la protection de l'environnement est le parent pauvre du profit à court terme.

Seule une réelle volonté politique permettrait d'aménager la société afin de rendre les choix écologiques plus attrayants pour la population. Le développement des technologies vertes, de l'efficacité énergétique, des modes de production d'énergie renou-

velable, du transport alternatif ainsi que la valorisation des matières résiduelles peuvent générer beaucoup d'emplois et de richesse, tout en étant viables à long terme. L'entreprise privée a sa place dans ce cadre, tout comme le modèle coopératif, les sociétés d'État, le secteur de la recherche, l'économie sociale et l'action individuelle. Tous les intervenants de la société doivent mettre la main à la pâte pour relever le défi écologique actuel.

Action locale

La démocratie participative est également essentielle en matière de développement, car c'est en permettant à la population de participer activement aux processus décisionnels que l'on atteindra l'objectif souvent négligé du développement durable: l'acceptabilité sociale. De même, en rendant la protection de l'environnement attrayant d'un point de vue économique, on s'assurera d'une meilleure participation de la population dans ce domaine. Les trois concepts du développement durable sont donc intimement liés.

Le gouvernement devrait, selon moi, susciter l'intervention des différents acteurs en fonction de leurs compétences propres. Le dynamisme du secteur privé, canalisé vers un authentique développement vert, donnerait d'excellents résultats. L'économie sociale a démontré son savoir-faire en matière d'environnement et d'intégration des plus démunis au marché du travail. L'importance de la recherche scientifique et de l'action locale est indéniable.

Plusieurs pays ont fait la preuve qu'avec une vision gouvernementale holistique, un authentique développement vert est possible. Je constate que Québec solidaire est le parti le mieux outillé, sur la scène québécoise, pour mener à bien ce projet, avec toute la rigueur et le réalisme que cela implique.

REGARDS SUR UNE AMÉRIQUE QUI FASCINE

Le visage des États-Unis, que l'ensemble du monde appelle l'Amérique, a été fortement mis à mal depuis les célèbres attentats d'il y aura bientôt cinq ans. Mais parce qu'un pays ne se réduit pas à son gouvernement, des intellectuels ont eu envie de témoigner de leur vision de cette Amérique réelle, rêvée, mythique. Le Devoir offrira tous les lundis de l'été de larges extraits de ces regards croisés.



Fermiers du Nouveau Mexique en 1940.

PHOTO ROSSSELL LEE COLLECTION GETTY HULTON

Attirante Amérique Comment y voyager, et comment le raconter...

JANICK AUBERGER

Professeure au département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal et auteure de divers ouvrages sur l'histoire et la littérature grecques

Premier d'une série de huit textes

Il y a mille façons de voyager. Ou peut-être une seule, avec variantes. Celle d'Ulysse par exemple, le premier voyageur occidental. Pas encore en Amérique mais dans un monde tout aussi décalé, qui le fascine et l'effraie.

Son retour à Ithaque est houleux, ponctué de rencontres dangereuses, de naufrages assassins et de femmes fatales qui passent bien près de compromettre ses retrouvailles avec Pénélope. Dégringolade qui le voit perdre tout son butin pourtant àprement gagné: ses bateaux, ses compagnons, sa richesse et presque son identité. Il débarque à Ithaque en mendiant. C'était bien la peine d'avoir passé toutes ces années à faire le siège de Troie et tant d'années encore à revenir pour finir en loser, nu comme un ver et reconnu par son seul chien pouilleux et cardiaque, qui meurt, de joie semble-t-il, en le revoyant enfin.

Mais que dit Homère de ce perdant absolu? «C'est l'Homme aux mille tours, Muse, qu'il faut me dire, Celui qui tant erra quand, de Troade, il eut pillé la ville sainte, Celui qui visita les cités de tant d'hommes et connut leur esprit...» Il visita les cités et connut les hommes. Voyage culturel alors?

On croise le fer avec les Lestrygons, on crève le gros œil du Cyclope, on désamorce les philtres de la sorcière, on laisse toutes ses plumes dans les gouffres entre Charybde et Scylla, on fuit Calypso la castratrice mais, au passage et entre deux combats, on regarde, on observe, on questionne, on s'étonne, on emmagasine des façons de vivre, des façons étranges de n'être pas Grecs...

Déjà, les voyages formaient la jeunesse. Bizarres, ces Cyclopes, ils ne cultivent pas la terre... Étrange, la nymphe Circé, elle vit sans homme et sans cité, en pleine nature... Et que penser des Lotophages: à force de manger leurs fleurs bizarres, ils en oublient qui ils sont et passent leur vie à planer... Que de bizarreries dans le monde...

«Quand il revint dans sa patrie, le sage Ulysse...» Pas vraiment sage, mais à coup sûr plus savant qu'à son départ, riche de ces «esprits d'hommes» qu'il apprit à connaître, même à ses dépens. Sachant enfin qui il est, pas seulement le petit roi d'Ithaque mais un homme qui sait enfin, en connaissance de cause, comment il faut vivre.

À la grecque, bien sûr. En effet, tout bien considéré, le voyage l'aurait-il changé? Aura-t-il découvert des habitudes à emprunter, des mœurs étrangères à faire siennes? Pas vraiment. Ce sont encore les Grecs qui vivent le mieux et c'est encore chez soi qu'on est le plus heureux, mais on s'y sent mieux quand on en est parti, qu'on a connu d'autres cultures et qu'on peut y aller de ses comparaisons.

Formidable, le retour chez soi. Reste que la piqûre du voyage est redoutable puisqu'on nous dit qu'Ulysse ne tint pas en place très longtemps et ne put s'empêcher de repartir, fasciné par ces «autres» entrevus, dangereux mais ô combien attirants. C'est une façon de voyager. Aventureuse, dangereuse, pleine d'imprévus et de dangers mais riche de rencontres: c'est la première, d'un point de vue historique et occidental.

Il y en eut beaucoup d'autres au cours des siècles. Dans tous les sens. Le Nouveau Monde élargit l'horizon et certains, comme Chateaubriand, ne voulurent rien lâcher. Jérusalem et l'Amérique, rien de moins, Orient et Occident se partageant le rêve.

Mais l'Amérique se tailla bien vite la part du lion dans ce genre littéraire devenu exemplaire. Périégèse, *Odyssée*, exploration de l'autre monde: en 2006, Bernard-Henri Lévy joue à Tocqueville et nous fait, lui aussi, le coup du voyage aux Amériques, comme Christian Rioux en 2005, comme Jean-Paul Dubois en 1996 et 2002. Nul doute qu'ils ne seront pas les derniers...

Le voyage en Amérique: genèse d'un genre

Le petit dernier, BHL, eut quand même de glorieux précédents. À tel point que *Voyage en Amérique* devint très vite un *topos* littéraire. Comment ne pas loucher sur ce Nouveau Monde, dès sa découverte?

Pendant quelque temps et jusqu'au XVIII^e siècle, on y chercha frénétiquement des restes d'âge d'or, comme Ulysse tout ébaudi devant les Cyclopes, ces barbares qui n'ont pas besoin de cultiver la terre, qui profitent d'une nature généreuse donnant tout à profusion.

Aurait-on retrouvé là le Paradis perdu? Les voyageurs grecs, les vrais, avaient placé dans les confins ces survivances du Paradis perdu, en Inde, à l'extrême est, là où les peuples sont un curieux mélange de créatures bestiales non touchées par la civilisation et de rescapés d'un âge d'or où la justice prévaut. Ils s'accouplent en pleine rue mais pratiquent la justice. Que demander de mieux?

C'est bien ce qu'on crut trouver à nouveau en Amérique: la simplicité, l'apparent bonheur de l'autochtone, la prétendue sagesse du «bon sauvage». Jacques Cartier a des accents antiques qui doivent tout à ses lectures des Grecs.

Et puis le Blanc vint supplanter l'Indien dans ce qu'il faut bien déjà appeler un «mirage»: le colon civilisateur et libre, ce citoyen de ces États tout neufs qui proposent une démocratie vertueuse et frugale. Sans avoir sillonné cette terre, Voltaire est ému par le «bon quaker», Condorcet y voit la terre du progrès infaillible.

Il y eut bien quelques mauvais coucheurs pour mettre un bâton à cet enthousiasme: l'impérialisme yankee montrait déjà le bout de son ambition. Chateaubriand se joignit à eux, au sens propre comme au figuré, et son *Voyage en Amérique* (1827) se solda par une sorte de déconvenue et d'amertume qui n'effaçait cependant pas la beauté de son texte. [...]

À prendre ou à laisser

Dans ce XIX^e siècle, l'Amérique reste ambivalente. Le «mirage» fonctionne encore, grâce en partie à Tocqueville justement, «le Montesquieu du XIX^e siècle». Comment ne pas rêver à ce pays d'énergie, d'initiative créatrice, de progrès?

Mais comment ne pas voir aussi la grossièreté de l'Américain esclavagiste, rapace, immature, voire infantile? Les Américains ne sont-ils pas comme cet infâme, ce brutal Thomas Pollock Nageoire, triste sire de *L'Échange* de Paul Claudel, qui sait qu'il peut tout acheter, même les sentiments? Vice-consul à New York (1893-94), Claudel avait-il rencontré de ces millionnaires sans scrupules?

Après la Grande Guerre, l'hostilité grandit encore contre cet insupportable modernisme, l'opulente arrogance de cette culture «machiniste» qui risquait tôt ou tard d'imposer sa loi à la vieille Europe. Georges Duhamel a des cris d'angoisse devant ces «hommes instruits mais enivrés de leur savoir et qui parlaient de la civilisation et des entreprises du machinisme avec une assurance, une confiance, une foi que je commençais à trouver toutes proches de l'aveuglement». Il peste contre ce «goût du confort vulgaire, de la nouveauté scintillante [...], de la camelote».

Cette détestation sera suivie par bien d'autres et elle continue, entre autres sous la plume de Norman Mailer qui, de l'intérieur, fustige enco-

re cette domination technologique. Heureusement qu'il est des Jules Romains pour équilibrer l'image et rester fidèle admirateur de la machine, de la grande ville, et de ceux qui ont quitté les vieilles terres pour s'installer dans cet Eldorado. Connaissez-vous *L'Homme blanc*?

*«Lui s'est sauvé de chez nous pour faire enfin à son aise
Quelques-uns des folies que nous avions dans le ventre;
Il ne voulait pas des témoins que le sol vierge et le vent.
Pourquoi me demandez-vous si le travail est solide?
Laissez-moi tranquille avec les baux emphatiques!
Le rocher dessous New York tiendra plus longtemps que vous.»*

Les autres voyageurs

Le temps passa et le rêve tourna: on refusa ce capitalisme réactionnaire, on rêva plutôt de l'URSS, du Cuba de Castro et Guevara, de la Chine de Mao, du Vietnam d'Ho Chi Minh. Mais on rêva encore. Même Beauvoir et Sartre y vont de leur américanophilie quelque peu gênée par leurs pensées de gauche.

Mais on quitte là les «vrais» voyageurs avec tous ces universitaires qui furent un temps invités chez leurs homologues américains et en rapportèrent leurs impressions. Beauvoir surtout, qui mit sur le papier ses quatre mois de présence aux États-Unis, en 1949, dans une *Amérique au jour le jour* qui la fascine et la déstabilise. Ou Jacques Maritain, professeur de philosophie à Toronto et à Princeton dans les années 40, américanophile sans états d'âme. Ou André Maurois, reçu avec tant de sympathie dans cette Amérique sans chauvinisme, tout heureux de concocter, avec Aragon, une *Histoire parallèle des États-Unis et de l'URSS de 1917 à 1961*. Il fallait oser. Et tous les Foucault, Bourdieu, Serres, conseillers et confrères.

Mais ils ne font guère d'autres voyages que ceux imposés par leurs conférences, d'où un regard quelque peu limité et un horizon relativement homogène.

Il est banal de dire que tous ceux qui entreprennent le voyage gardent leur bagage intellectuel. Au moment de rédiger, ils passent, consciemment ou non, les images recueillies à travers le filtre de leurs propres mobiles, de leur culture, de leurs présupposés.

Pareil à Chateaubriand, quand Heidegger visita enfin la Grèce, en 1962, après beaucoup d'hésitations devant une Grèce contemporaine qui risquait de lui escamoter la Grèce antique, il chercha partout cette vérité, cette *aléthéia*, sans la trouver, et il revint profondément déçu. L'image utopique créée par la tradition du XVIII^e siècle, celle du classicisme, des Lumières et du romantisme ne se reconstruit nulle part sur sa route. Ce paysage grec intime et intellectuellement familier avec lequel il vivait depuis sa studieuse jeunesse, il ne parvenait pas à le localiser. Il revint comme Chateaubriand, déçu et critique à l'endroit de la réalité contemporaine. *«Ambassadeurs de certitudes ou colporteurs de doutes»* (F. Hartog)?

Nos voyageurs en Amérique oscillent aussi entre les deux. Ils essaient sincèrement d'enfiler les bottes américaines. Ils le font avec toutes les maladresses du genre, avec la naïveté d'Ulysse, avec son arrogance aussi parfois, avec aussi des idées derrière la tête. A nous de les suivre et de passer la frontière...

Ces textes seront publiés à l'automne dans le numéro 43 de la revue *Conjonctures* (www.trempep.uqam.ca/conjonctures) sous le thème «Impressions USA».

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

LA RÉDACTION Journalistes à l'information générale et métropolitaine: Gérard Dullaire (adjoint au directeur de l'information), Jeanne Coriveau (affaires municipales), Fabien Degise, Marie-Andrée Chouinard (éducation), Jonée Boileau (éditorialiste, responsable de la page Idées), Brian Myles (justice et faits de société), Clairandré Cauchy (Général), Jean Dion, Louis-Gilles Francoeur (environnement), Benoît Munger (responsable du site Internet), Laurence Clavel, Jean-Guillaume Dumont (jeunesse Internet), Isabelle Paré (santé), Louise Manuëlle Rioux Soucy (Culture), Pauline Gravel (affaires); à l'information culturelle: Diane Précourt (responsable des pages thématiques); à l'information internationale: Martin Duclos, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (reporters), Roxane Léo, Guilmon et Serge Paquin (lecteurs américains); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); à l'information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), Dominique Remy (rapports), Philippe Papineau (surveys), Éric Desrosiers, Claude Turcotte, François Desjardins (surveys); à l'information politique: Hélène Buzatti, Manon Corneille et Alex Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Durracac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque, Marilyne Hamelin (secrétaire à la rédaction); Marie-Pier Frappier, Alexandre Shields (commissaires); à l'information: Gilles Paré (directeur); Manon Derrime, Rachel Rochefort (Ottawa); LA PUBLICITÉ ET LE MARKETING Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Dave Cameron, Yan Hamel, Christiane Lognault, Amélie Maltais, Jacques A. Nadeau, Claire Piquet, Martine Riopelle, Micheline Ruelland, Nadia Sebati, Mélanie Simard (publicitaires); Laurence Thériault (directrice ad); Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires); LA PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production); Michel Bernatchez, Johanne Brunet, Danièle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemmels, Olivier Zaida. INFORMATIQUE Yanick Martel (responsable); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Alexandre Gaudreau (coordonnateur à la promotion et à la sollicitation); Caroline Simard (responsable service à la clientèle, par intérim); Manon Blanchette, Monique L'Heureux, Rachelle Leclerc. L'ADMINISTRATION François Bisson (contrôleur), Nicole Carmel (responsable des services comptables), Céline Furoy, Ghislaine Laffeur, Claudette Béliveau (adjointe administratrice), Claudine Chevier, Monique Proteau, Danielle Ross.

ACTUALITÉS

CONSERVATEURS

SUITE DE LA PAGE 1

Le chiffre exact est gardé secret, mais plusieurs sources ont confié au Devoir que le nombre oscille maintenant entre 20 000 et 25 000 membres. À titre de comparaison, en mars dernier, au moment où la course au leadership du Parti libéral prenait son envol, la section Québec du PLC comptait environ 22 000 membres. Course à la succession de Paul Martin aidant, ce chiffre est aujourd'hui de 37 500.

Selon nos informations, l'organisation du Parti conservateur a demandé à chaque comté de recruter 500 nouveaux détenteurs de carte. Certaines circonscriptions, notamment dans la région de Québec, ont une barre plus haute à atteindre — environ 1000 nouveaux membres — compte tenu du fait qu'ils renferment des députés et des ministres.

Certains comtés limitrophes à des élus sentent d'ailleurs l'effet sur le terrain. La circonscription de Chicoutimi-Le Fjord, collée sur le comté du ministre Jean-Pierre Blackburn, dans Jonquières-Alma, est une de celle-là. «Je vous mentirais si je disais que ça fait la file à la porte pour adhérer au parti, mais ça va bien. On est passé de 40 à un peu plus de 200 membres. Notre objectif est de 500. Et on va multiplier les activités durant l'été», raconte Alcide Boudreau, le président de l'association de comté.

Chicoutimi-Le Fjord fait partie des comtés convoités par le PC, qui espère faire élire entre 15 et 25 nouveaux députés dans la province lors de la prochaine bagarre électorale. Certaines sources parlent même de 30 nouveaux députés si le vent est favorable. «On a reçu le mandat d'être prêts et opérationnels en décembre, au cas», affirme Alcide Boudreau.

D'autres endroits ont reçu le même mot d'ordre. Les régions du Saguenay et du Lac-Saint-Jean sont en tête de liste, tout comme quatre des six comtés de la Gaspésie, de la Côte-Nord et du Bas-Saint-Laurent. Seuls les comtés bloquistes de Manicougan, avec le député Gérard Asselin, et de Rimouski-Neigette, avec Louise Thibault, semblent difficiles à rattraper aux yeux du PC.

Les trois comtés de la Mauricie sont aussi dans le collimateur, tout comme la vaste majorité des Cantons-de-l'Est. Le sud de Montréal, notamment Beauharnois-Salaberry et Chambly-Borduas, font aussi partie des cibles conservatrices.

Un bureau à Montréal

L'effervescence sera d'autant plus grande dans les prochains mois que le parti a décidé de ne pas protéger de circonscription, même pour les députés. C'est donc dire qu'il y aura 75 investitures au Québec avant les prochaines élections. «Tout sera ouvert», confirme le sénateur Pierre Claude Nolin, très impliqué dans la formation au Québec.

Pour coordonner le tout et ajouter de la vigueur à l'organisation dans la province, le PC vient d'ailleurs tout juste d'ouvrir un bureau permanent à Montréal, le long du boulevard Métropolitain, angle Langelier, dans l'est de la ville. Le téléphone est en service depuis un mois environ, même si, à la réception, on affirme que «le bureau n'est pas encore complètement fonctionnel». Le grand manitou de l'organisation au Québec, Pierre Coulombe, n'a pas rappelé Le Devoir pour dire si oui ou non un autre bureau serait ouvert dans la région de Québec, comme les rumeurs le laissent croire.

En revanche, l'Association des conservateurs du Québec, qui a vu le jour dans la controverse il y a un an en raison de l'opposition des hautes instances du parti à Ottawa, est aujourd'hui «une coquille vide sans influence», comme le souligne une source haut placée dans le parti. «Dans les faits, elle n'existe plus vraiment.» Une autre personne souligne que «cette idée était bonne sur papier, mais que rien n'a jamais vraiment décollé» étant donné le peu de pouvoir que le parti à Ottawa lui a consenti. En effet, aucun financement ne lui est accordé et aucun pouvoir décisionnel ne lui a été délégué.

Mais Pierre Claude Nolin s'inscrit en faux, lui qui est l'un des fondateurs de cette aile du Québec au sein du PC. «Elle n'est pas morte, elle est en dormance», dit-il. Ce n'est pas qu'on ne veut pas la lancer, mais on attend que les organisations dans les comtés soient vraiment en place. On ne veut rien précipiter.» Selon le sénateur, l'Association aura pour rôle de mieux coordonner les actions entre les différentes circonscriptions, ce qui implique que les comtés soient fonctionnels avant de pouvoir agir. «On verra l'Association de plus en plus», dit-il.

Engouement

Selon Philippe Gervais, qui a été directeur adjoint de la campagne électorale 2006 au niveau national pour le PC, la progression rapide du nombre de membres n'est pas surprenante. «C'est difficile de vendre un produit sans publicité, et la politique, c'est la même chose. Être au gouvernement, c'est la meilleure publicité possible», dit-il. L'organisation sur le terrain y est d'ailleurs pour peu de chose, ajoute-t-il, puisque rien n'a été modifié ou presque depuis un an. «C'est vraiment la vitrine à Ottawa qui fait la différence. Peu de gens connaissent Harper avant.» Il souligne aussi le discours de Harper à Québec le 19 décembre dernier, ainsi que la performance du chef conservateur depuis. «Un gars qui tient ses promesses, ça fait un bel effet», dit-il.

Mais pour maintenir l'élan, il faudra corriger certaines choses, avoue-t-il, notamment en environnement. «Kyoto et l'environnement sont des enjeux importants au Québec, c'est clair. Si on ne remplit pas nos engagements électoraux là-dessus, ça va devenir problématique. Mais je reste confiant», soutient Philippe Gervais.

Son de cloche similaire provenant d'une source qui travaille sur le terrain. «Ce qui nous aide, c'est d'être au pouvoir. Le miel attire les abeilles. [...] Mais il faut aussi être vigilant. Si on fait un mauvais plan en environnement cet automne, ça va nous faire mal.» Le refus de Stephen Harper de reconnaître le Québec comme une nation et l'abolition du registre des armes à feu, dans les régions urbaines, pourraient aussi ralentir la progression du parti au Québec. «Mais le règlement du déséquilibre fiscal va nous aider», estime une source.

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

entre les deux, qui a forcé l'expulsion de Zidane sur carton rouge à la 110^e minute et ainsi souligné à grands traits noir foncé le dénouement d'une carrière exceptionnelle, car c'était son dernier match à sa 108^e présence en rencontres internationales. L'arbitre argentin Horacio Elizondo n'avait pas vu le geste, mais après consultation avec l'un de ses adjoints, il n'a eu d'autre choix que de brandir le rouge et de renvoyer le capitaine des Bleus, qui est sorti du terrain la tête basse. Qu'a-t-il donc pu se dire pour que Zidane en vienne là?

Au moment de rendre ces lignes, en début de soirée hier, on n'avait pas d'écho du principal intéressé, et on n'en aura vraisemblablement pas avant quelque temps, peut-être même jamais. Dans la presse française, on parlait déjà du «mystère Zidane», et on peut parier qu'il s'en versera de l'encre, au cours des prochains jours, à supputer. Son entraîneur Raymond Domenech, lui, a dit ceci: «Le faire finir de cette manière, c'est triste. Il a fait une grande carrière et une grande Coupe du monde. Quand on prend des coups comme lui pendant une heure vingt et que l'arbitre laisse gentiment faire, on comprend. On n'excuse pas, mais on comprend.»

En deux temps

Quoi qu'il en fût, entre ces deux finalistes qui n'étaient pas vraiment attendus aussi loin dans le tournoi, ou en tout cas certainement pas ensemble, on s'attendait à un affrontement serré, et c'est ce que de toute évidence on a eu. Mais le match s'est déroulé en deux temps, soit, selon une grille d'analyse à numéros: le premier et le deuxième.

Premier temps: le match démarre cahin-caha. Ça manque terriblement de cohésion, un phénomène peut-être dû à la nervosité qui, on le comprend, est palpable. Le premier incident notable est une collision entre Fabio Cannavaro et Thierry Henry, qui laisse ce dernier au sol, pratiquement dans les vapes. Après avoir été escorté hors du terrain, Henry respire quelques sels, puis reviendra dans le match.

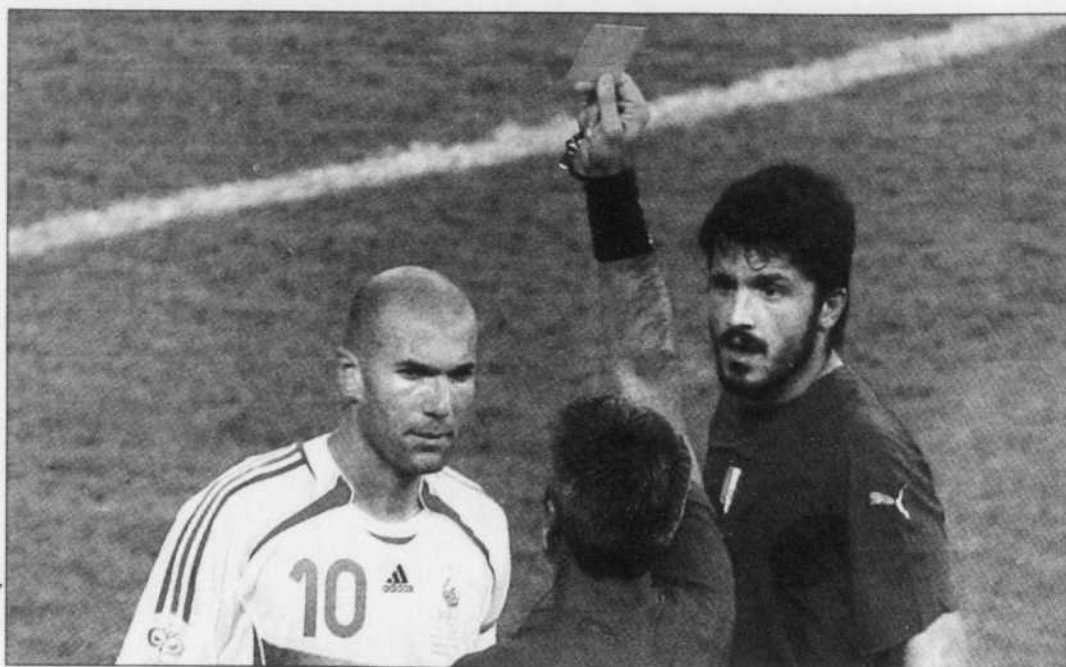
Mais alors que le tout est, comment dire, poussif, Materazzi commet une faute sur Florent Malouda dans la zone de réparation, et l'arbitre n'hésite pas une seconde à accorder le penalty, que Zidane prend à la 7^e minute. Alors que le gardien Buffon plonge vers sa droite, Zidane lobe faiblement à sa gauche, et il a certainement un peu chaud pendant quelques brefs instants: le ballon heurte la partie inférieure de la barre transversale et atterrit quelques centimètres à peine derrière la ligne de but pour ressortir aussitôt de la cage. On est loin de la pièce d'anthologie, mais ça compte pareil: 1-0 France.



KAI PFAFFENBACH REUTERS

Ces mains qui tiennent le fameux trophée, ce sont bien sûr celles des joueurs italiens.

ITALIE



KIERAN DOHERTY REUTERS

L'arbitre argentin Horacio Elizondo a décerné un carton rouge à Zinedine Zidane, en période de prolongation, sous les yeux de l'Italien Gennaro Gattuso.

Puis, les Italiens prenant graduellement de l'allant, ce sont eux qui prennent l'initiative des opérations. À la 19^e, un corner d'Andrea Pirlo va trouver la tête du grand Materazzi dans l'axe, et il n'y a pas de défense contre ça: 1-1.

Les Azzurri viendront bien près de remettre ça à la 36^e, mais la tête de Toni sur un autre corner de Pirlo va plutôt finir sa course sur la barre horizontale. Pendant tout ce temps, la France se cherche, semble complètement désorganisée et suscite même chez ses supporters des commentaires du genre «c'est n'importe quoi». Heureusement, il y a Lilian Thuram en défense, à qui ses potes doivent une fière chandelle. Son rendement de rempart infranchissable permet à la France de rentrer au vestiaire à égalité, mais l'on se dit que si ça continue comme ça, les Italiens auront la partie facile pour la suite des choses. En même temps, d'autres songent que l'on a si souvent enterré les Bleus dans un récent passé qu'il faut se méfier des apparences.

Une autre France

Et de fait, c'est une tout autre France qui sort en deuxième demie. Contrôle du ballon. Domination du milieu de terrain. Le seul problème, c'est que l'Italie connaît ce type de tabac. Les Français multiplient les attaques, mais le verrou défensif de dernière ligne tient magistralement le coup. Les tirs sont forcés de loin, hors cadre, et quand en une seule occasion Henry parvient à se détacher dans le secteur centre-droit de l'enclave à la 63^e, Buffon se charge de fermer la porte. De l'autre côté, les Italiens ne parviennent pas à profiter de rares contre-attaques. On ira donc en prolongation.

C'est pendant les minutes supplémentaires que la France voit se présenter les meilleures occasions d'asseoir le coup de grâce. À la 100^e, une frappe de Frank Ribéry passe tout juste à l'extérieur du poteau, puis, à la 104^e, une tête de Zidane sur un centre donne lieu au plus bel arrêt du match, gracieuseté de Buffon qui se jette dans les airs et fait dévier la balle de la main tendue.

Puis survient le coup de tonnerre, cet assaut de Zidane qui fait que tous les spectateurs, allégeances confondues, se regardent en se demandant mais qu'est-ce qui s'est passé là bordel. Zizou expulsé, la France termine le match à dix, mais sans être inquié-

tée, car on voit bien que leurs vis-à-vis préfèrent attendre. Et bonjour les penalties, un point final pas du tout imprévisible pour une Coupe du monde qui aura été avare de buts tout en montrant que bien peu de choses séparent les meilleurs de ses participants.

Et pendant que l'Italie enfilait sans coup férir ses quatre premiers tirs de barrage, les Français devaient composer sans leurs éléments de pointe dans ce domaine, Zidane bien sûr, mais aussi Ribéry et Henry, remplacés. Et l'ironie voulait que ce soit David Trezeguet, entré pendant les prolongations, l'un des trouble-fête de cette équipe de France qui avait connu son lot de querelles intestines avant de serrer les coudes, oui que ce soit Trezeguet qui soit le seul à rater son péno, avec une balle aboutissant sur la barre transversale mais, contrairement à celle de Zidane, retombant tout juste en deçà de la ligne de but. Au cinquième lancer, Fabio Grosso convertissait, et l'Italie prenait le titre de championne du monde. L'Italie qui n'avait jamais gagné une séance de penalties en Coupe du monde, qui mettait fin à la discussion avec un 5 sur 5.

Il s'agissait seulement de la deuxième fois de l'histoire qu'une finale de Mondial se concluait sur ce que ses détracteurs appellent «la loterie». En 1994, face au Brésil, ce sont justement les Italiens qui en avaient pâti, sur un tir par-dessus le filet ô combien mémorable de Roberto Baggio. Cette fois, c'est la France qui s'y est échouée, dans un générique qui a tout du cauchemar. Si près...

Et puis, vers 17h hier à Montréal, les rues de la Petite-Italie et de ses alentours se sont emplies de fêtards et de klaxons, de supporters vert blanc rouge qui voulaient montrer que leur terre de paradoxes peut en même temps produire les pires malversations et les plus splendides réussites. Parce que, comme disait le quotidien *La Stampa*, «c'est l'Italie et nous sommes des Italiens».

Quant à Zinedine Zidane, il n'est pas allé chercher sa médaille d'argent. Tout le monde a hâte qu'il parle, s'il parle. On en avait fait un dieu, le voilà si humain. Qui sait, on aurait peut-être fait la même chose à sa place.

Le Devoir

Lire autres textes en page A 2 et B 4

CHINE

Les émissions chinoises atteindraient 19 % des émissions mondiales en 2030

SUITE DE LA PAGE 1

Dopées par une croissance économique de plus de 8 % par an, les émissions de gaz à effet de serre de la Chine sont évidemment en hausse. Une augmentation qui s'explique aussi, notamment, par l'usage important du charbon et la croissance rapide du nombre de voitures dans l'empire du Milieu. Malgré tout, «la Chine a des émissions normales», entre guillemets, par rapport au nombre de ses habitants: 22 % de la population mondiale, 15 % des émissions de la planète, il n'y a là rien d'absolument anormal», dit M. Philibert.

Limites des émissions

Selon des prévisions citées par M. Philibert, les émissions de la Chine atteindraient 19 % des émissions mondiales en 2030. «On dit souvent, de façon un peu imprudente et rapide, que les émissions de la Chine vont dépasser celles des États-Unis en 2020. C'est tout sauf démontré», affirme-t-il. Cela dépend des mesures que mettront en œuvre les deux pays. La plupart des projections montrent néanmoins que les émissions de l'ensemble des pays en développement vont dépasser celles de l'ensemble des pays industrialisés entre 2020 et 2030, mentionne-t-il.

À l'heure actuelle, les émissions de GES par point de PIB en parité de pouvoir d'achat de la Chine sont égales à celles du Canada; elles sont toutefois très supérieures à celles d'un grand nombre d'autres pays, dont le Japon et la Suisse, fait-il remarquer.

«La Chine fait un certain nombre d'actions et conduit des politiques énergétiques dont le but principal n'est sans doute pas de réduire les émissions, mais qui ont pour effet de contribuer à en maîtriser la croissance», dit-il. Il cite les efforts du pays en matière d'efficacité énergétique et mentionne que la Chine cherche à divi-

ser par deux son intensité énergétique (quantité d'énergie consommée par unité de PIB produite) d'ici 2030. Aussi, la Chine tente de diversifier ses sources d'énergie et d'améliorer la qualité de l'air, souligne-t-il.

Fait étonnant, ce pays est par ailleurs devenu le plus grand marché du monde pour les capteurs solaires de chauffe-eau. En 2004, la Chine a installé 10 millions de mètres carrés de ces capteurs pour l'eau chaude, sur les 13 millions de mètres carrés installés dans le monde entier.

«Les responsables chinois nous disent que le fait de réduire les émissions fait partie de leurs objectifs; je n'ai pas de raison de penser que ce n'est pas vrai. Aussi, la Chine a bien étudié les impacts potentiels du changement climatique pour elle-même, pour son agriculture en particulier. C'est un pays qui est, beaucoup plus que les nôtres, dépendant de son agriculture, donc des écosystèmes, donc du climat».

Faut-il imposer à la Chine des objectifs contraignants de réduction des émissions de GES ou de leur croissance? «Je pense qu'on n'a aucune espèce de chance de soumettre la Chine à des objectifs contraignants, sauf si ces objectifs sont numériquement fixés très au-dessus de leurs besoins», estime M. Philibert, qui ne croit pas que ce serait une très bonne chose.

Les pays en développement craignent qu'une contrainte sur leurs émissions de GES devienne une contrainte sur leur développement économique. «Pour ces pays, il convient probablement, dans un premier temps, de réfléchir avec eux pour instaurer des objectifs quantitatifs non contraignants, mais ouverts sur les échanges de permis d'émissions», dit-il.

En vertu de ce système, si les pays ne parviennent pas à atteindre leurs objectifs, ils ne reçoivent pas de blâme ni de sanction et n'ont pas non plus à acheter

des permis sur le marché international. «En revanche, s'ils réussissent à faire mieux que leurs objectifs, ils ont la possibilité de mettre leurs surplus de droits d'émissions sur les marchés internationaux, de telle sorte qu'ils puissent financer l'action en-dessous de leurs objectifs», poursuit-il.

Ce procédé incitatif permettrait de négocier un objectif «raisonnable», accessible, mais qui nécessiterait un effort de la part de la Chine. Selon M. Philibert, on ne peut pas attendre que ce pays atteigne un certain niveau de développement pour mettre en place des objectifs, contraignants ou non. «C'est lorsque les pays se développent qu'il y a beaucoup d'occasions de faire des réductions d'émissions pas chères, quand ils choisissent leurs modes de transport, leur type d'urbanisme, quand ils créent leurs premières centrales électriques, etc.»

Le stockage du gaz carbonique

Un autre moyen de mettre de l'avant serait la capture et le stockage du gaz carbonique, une technologie qui peut permettre de diviser par dix les émissions de GES dues à la combustion de charbon, mentionne M. Philibert.

Toutefois, cette technologie coûte cher et les bénéfices qu'on peut en tirer ne compensent pas les sommes investies. «Il n'y a pas tellement de raisons que, dans l'immédiat, la Chine, qui reste un pays pas très riche globalement par habitant, ait à payer ce surcoût. Il faut, au début du moins, mettre en place un mécanisme qui fera en sorte que nous [les pays industrialisés] paierons ce surcoût», affirme-t-il.

Ces mesures, couplées à celles des autres pays en développement et des pays industrialisés, seront-elles suffisantes? «On ne va pas éviter complètement le changement climatique, c'est déjà trop tard. La question aujourd'hui n'est plus d'éviter le changement climatique, elle est d'éviter qu'il s'emballe, elle est d'éviter un changement climatique incontrôlé, incontrôlable», estime Cédric Philibert.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts

Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.

Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390